29, 30, 31 mai

## la fate

radio egiantine

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1299 - 28 mai 1993 - prix : 9 F

direction de la fête

Renseignements

la "relance"

A DEFAUT DES EMPLOIS, BALLADURASSURE LES PROFITS!

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# La "relance": A DÉFAUT DES EMPLOIS, BALLADUR ASSURE LES PROFITS!

L'alibi du "soutien à l'emploi" est bien entendu encore évoqué dans les nouvelles mesures du gouvernement Balladur. Mais depuis le temps qu'on l'utilise et que le chômage ne cesse d'augmenter, il ne peut plus tromper grand monde. Alors le gouvernement parle aussi de "relance" de l'économie. Mais au fond, seuls les mots changent.

Lorsqu'on parle par exemple de faciliter les embauches par des dégrèvements de charges, cela signifie seulement que les patrons pourront embaucher la maind'oeuvre dont ils ont besoin, mais en la payant moins cher et sans que cela crée un emploi de plus. La seule vraie "relance" assurée ainsi n'est pas celle des emplois, ni même celle de la production, mais en tout et pour tout celle des profits patronaux.

Et chacun sait que, si un peu plus d'une semaine après un premier "plan Balladur" le Premier ministre éprouve le besoin d'en lancer un second, très vite ficelé, c'est qu'entre temps on lui a fait comprendre qu'il lui fallait se montrer plus généreux, pas pour les chômeurs mais pour le patronat lui-même.

Car c'est le patronat qui sera le bénéficiaire des 25 milliards de francs supplémentaires d'aides que le gouvernement vient de décider, et qui s'ajoutent aux quelque 15 milliards précédents. En pleine vague de licenciements, alors que l'on apprend que la méthode de licenciement expéditif dont le patron de SKF a fourni un exemple est en fait généralisée, personne ne parle de demander aux patrons de s'engager à créer des emplois, ou même simplement de leur interdire de licencier.

En revanche, il suffit que le patronat vienne réclamer des aides financières pour que le gouvernement les accorde, au mépris des discours sur "l'orthodoxie financière" qu'il faudrait maintenir.

On ne connaît pas encore le détail de ces aides; on sait seulement que des entreprises de l'immobilier, des travaux publics, entre autres, vont toucher de l'argent pour des travaux. Mais personne n'ose même prétendre que cela "relancera" réellement l'économie, alors que cet argent sera pris par ailleurs, d'une façon ou d'une autre, dans la poche de la population dont le pouvoir d'achat global se réduira donc encore.

Évidemment, il était gênant d'annoncer un plan de financement des profits patronaux quinze jours après avoir claironné que, l'État étant en déficit, il faut que chacun accepte des sacrifices. Mais il en faut plus pour gêner Balladur qui, du même coup, a annoncé qu'il se financerait par un emprunt de 40 milliards, qui lui-même sera convertible plus tard en actions d'entreprises publiques privatisées.

Toute cette jonglerie financière se résume donc à ceci que, pour trouver l'argent que le patronat lui réclame, l'État va le prendre dans nos poches, mais aussi se payer sur les services publics et tenter de vendre les entreprises qu'il possède. Il va même les brader à vil prix, car jusqu'à présent les boursiers ne se montrent pas enthousiastes pour acheter et l'État devra donc leur proposer de bonnes affaires.

Et on nous fera encore payer cette cavalerie d'ici quelques mois, en nous disant que la situation s'est dégradée, que le déficit des finances de l'État s'est accru, qu'il faut un nouveau plan d'austérité et de nouveaux "sacrifices", car encore une fois la "reprise" ne sera pas au rendez-vous. Nous paierons pour les largesses faites aux patrons aujourd'hui, en pure perte, exactement comme nous payons aujourd'hui pour les largesses qu'on leur a faites hier, en pure perte aussi.

Dire que l'on a encore le culot de nous parler de "plan emploi", ou de "relance"! Mais c'est toute cette soif de profits des capitalistes que nous devons payer finalement par les licenciements, le chômage, les cures d'austérité et maintenant, dernière invention en date, qu'on nous propose de payer volontairement en acceptant une baisse des salaires censée "éviter" les licenciements mais qui n'évitera rien!

Alors bien sûr qu'il serait temps que les travailleurs réagissent, qu'ils montrent leur détermination à ne plus se laisser faire. C'est à juste titre que la CGT organisait le 27 mai une journée d'action contre cette politique du gouvernement; et il était bien sûr souhaitable que les travailleurs soient le plus nombreux possible à y

participer. Bien sûr, cela ne peut être suffisant pour faire reculer patronat et gouvernement. On vient de le voir, le premier est avide et pressé, lorsqu'il a obtenu quelque chose, de revenir à la charge et d'obtenir plus. Le second n'a rien à lui refuser. La spirale de la crise dans laquelle s'enfonce toute la société n'a au fond pas d'autre origine que cette arrogance des possédants à nous en imposer toujours plus ; même si pour cela ils doivent enfoncer le reste de la population dans la pauvreté et mettre à sac toute la société.

Briser cette spirale, seul un grand mouvement, une lame de colère venue de toute la classe ouvrière pourra le faire, en faisant remballer leur arrogance aux patrons et aux gouvernants. Il faut que les travailleurs montrent toute leur force, la force d'une classe qui produit toutes les richesses et dont en définitive tout dépend.

Non seulement c'est souhaitable, mais c'est possible. Alors vraiment la peur changera de camp.

**Arlette LAGUILLER** 

## Le plan "his" Balladur ET REBELOTE POUR LES PATRONS

Le président du CNPF, François Périgot, et le Premier ministre, Edouard Balladur, s'étaient rencontrés samedi 21 mai. Et, sacrée coïncidence, mardi 25 mai, Balladur présentait un "planemploi" censé compléter son "plan-redressement" du 10 mai. Mais derrière les belles déclarations - "le gouvernement ne peut se résigner à l'exclusion de millions de Français" - il s'agit surtout d'une rallonge des cadeaux que le gouvernement Balladur s'apprête à distribuer au patronat.

#### Quelques mesurettes pour l'emploi...

L'emploi n'est qu'un prétexte et, dans le rapport de 450 pages présenté à l'Assemblée nationale par la commission des Finances, l'emploi n'occupait que sept malheureuses pages. Pour ce qui est de lutter contre le chômage et les licenciements à répétition, le gouvernement envisage en tout et pour tout avec les dirigeants des entreprises publiques de "meilleures conditions de la gestion des plans sociaux" et demande aux patrons du privé un "minimum élémentaire de respect" pour ceux qu'ils licencient. Tout un programme...

La nouvelle enveloppe va rallonger le nombre de contrats emploi-solidarité (payés un demi-SMIC...) de 450 000 à 650 000. Le reste des mesures de ce genre, dont on sait depuis quinze ans

qu'elles n'ont jamais enrayé la montée du chômage, sera précisé la semaine prochaine par le ministre du Travail.

#### ...et 25 milliards de cadeaux supplémentaires au patronat, soit 40 milliards distribués en 15 jours

En revanche, les patrons ont été entendus. Le plan "bis", que Balladur vient de présenter aux députés, va plus que doubler le montant des cadeaux faits au patronat. La note se monterait désormais à 40 milliards et le plan complété pour serrer au mieux les désidérata des différentes branches du patronat français.

Car il n'y a pas que le CNPF qui se soit mobilisé. La Fédération Nationale des Travaux Publics, par exemple, a établi une liste de cent projets de travaux publics (routes, autoroutes, stations d'épuration, lignes électriques, etc.) histoire sans doute de mettre un peu de caviar sur la tartine de ses adhérents. La réalisation de ces projets ne dépend, selon elle, que "de la bonne volonté des pouvoirs publics". On ne saurait mieux dire. Ces gourmands seront en partie exaucés, puisque l'enveloppe de 8 milliards destinés au logement et aux travaux publics va être doublée et passer à 16 milliards.

Autre cadeau de taille, l'aide financière proposée par l'Etat aux salariés qui accepteraient une baisse de leur salaire pour éviter des licenciements. Comme on l'a vu faire dans plusieurs entreprises ces derniers temps, cette formule va inciter les patrons à agiter la menace du licenciement pour obtenir une baisse des salaires, que l'Etat compensera pour faire avaler la pilule.

Cette mesure, qui va dans le même sens que la disposition prévue dans le plan du 10 mai, constitue évidemment une incitation à multiplier les salariés payés au SMIC.

Tout cela a de quoi ravir tous les patrons du pays qui ne cessent de pleurer sur le montant de leurs charges salariales. A quand l'étape suivante où l'État se chargera de tout ce qui relève des coûts de production et ne laissera aux patrons "que" les profits!

#### Où Balladur va-t-il trouver l'argent?

Il y a quinze jours, Balladur parlait de réduire les déficits. Il n'a rien trouvé de mieux pour financer ses largesses pour le patronat que de lancer un emprunt de 40 milliards de francs. Mais un emprunt, c'est toujours une manière pour l'État de s'endetter un peu plus, quand ce n'est pas une ficelle pour faire un joli cadeau à la bourgeoisie (qu'on se souvienne de l'emprunt

Giscard lancé en 1973 pour une valeur de moins de 7 milliards de l'époque qui a conduit l'État à distribuer... 80 milliards de francs en quinze ans !).

Cet emprunt prétend essayer d'attirer l'argent aujourd'hui placé dans les SICAV monétaires. Les plus-values qui se dégageront de ce transfert d'argent seront non-imposables. D'autre part, l'État compte rembourser avec les privatisations, y compris en distribuant les titres des entreprises privatisées.

La droite gouvernementale s'apprête donc à faire aujourd'hui ce qu'elle reprochait hier à ses prédécesseurs, c'est-à-dire "payer la viande en vendant l'argenterie", selon l'expression d'un des leurs. En effet, pour distribuer des milliards aux entreprises Balladur se lance dans une opération de cavalerie financière.

Finis les beaux discours rigoristes sur "la méthode", Balladur vient de retrouver un très vieil expédient financier pour régler ce qu'il est convenu d'appeler les dépenses, c'est-à-dire grossir encore le flot jamais interrompu des aides de l'État destinées au patronat. N'a-t-on pas calculé que pour 250 000 emplois préservés au SMIC en 1992, le patronat avait touché de l'Etat pour les 100 000 F environ déboursés par smicard, cinq fois cette somme! Et un député RPR vient de déclarer que le nouveau plan va faire mieux encore. Ça promet!

**Jacques FONTENOY** 

## 29, 30 et 31 mai : Tous à la fête de Lutte Ouvrière

#### (voir notre encart spécial en pages centrales) - Limoges: Samedi 29 mai à 4h 30. - Rennes: samedi 29 mai à 7h 30. ET DEUX "TRAINS ROUGES"!

## Pour venir

#### DES CARS DEPUIS DE NOMBREUSES VILLES

Des départs collectifs, en cars voire en trains spéciaux, sont programmés à partir de nombreuses villes. Vous pouvez obtenir des renseignements complémentaires auprès-de nos militants.

- Orléans: Samedi 29 mai à 8h, gare SNCF d'Orléans (N 20)
- Bourges: Samedi 29 mai à 6h, parking du Centre nautique
- jet d'eau place des Jacobins
- Vierzon: Samedi 29 mai à 6h 30,
- face au lycée technique (N20) - Le Mans: Samedi 29 mai à 8h, au

- parking du parc des Expositions
- Samedi 29 mai à 6h parking de la gare routière - Montargis: Samedi 29 mai à 8h,
- parking de la gare SNCF - Clermont-Ferrand : Samedi 29
- mai à 7h, gare routière - Rouen: Samedi 29 mai à 9h, gare
- Lyon: Samedi 29 mai à 5h 30,
- place Bellecour côté Saône - Grenoble: vendredi 28 mai à 23 h,
- gare routière (près gare SNCF) - Châteauroux : samedi 29 mai à 6h, gare routière
- Lille: Samedi 29 mai à 6h, place J-B Lebas, angle rue Gosselet Samedi 29 mai à 9h, même endroit

Dimanche 30 mai à 7h, même

- Dunkerque: samedi 29 mai à 7h 45, place Bolaert

- Brest: samedi 29 mai à 5h 30, gare
- Saint-Brieuc : Samedi 29 mai à 7h 15, gare routière
- Angers: samedi 29 mai à 8h, place Saint-Serge
- Saint-Nazaire : samedi 29 mai à 6h, place de la Gare - Nantes: samedi 29 mai à 7h,
- Nancy: samedi 29 mai à 7h, place
- de la Croix-de-Bourgogne - Metz: samedi 29 mai à 7h 45,
- Gare SNCF (côté départ) - Marseille: vendredi 28 mai à 20h 30, gare routière St-Charles
- Montpellier : vendredi 28 mai à 20h 30, parking des Arceaux

de Strasbourg: 5h 21 de Mulhouse: 6h 27 de Belfort: 7h 09 de Montbéliard : 7h 24 de Besançon: 8h 17 de Dôle : 8h 42 de Dijon: 9h 08 Arrivée à Presles : 13h 20

#### • AU SUD-OUEST

Départs vendredi 28 et samedi 29 mai: de Toulouse: 23h 15, gare Matabiau de Montauban: 23h 42 de Bordeaux: 5h 30, gare St-Jean

Retour lundi 31 mai.

d'Angoulême: 6h41 de Poitiers: 7h 37

de St-Pierre-des Corps: 8h 28

Retour: lundi 31 mai, départ de Presles à 17h 35, arrivée St-Pierre-des-Corps 22h 05, Poitiers 22h58, Angoulême 0h 04,

Bordeaux 1 h 15, Montauban 3h 10, Toulouse 3h 40.

#### DE PARIS ET **RÉGION PARISIENNE:**

La fête est accessible en voiture, bien sûr, mais aussi par le train depuis la Gare du Nord (descendre à la station Presles). Plus simple encore, une navette gratuite d'autocars est mise en place à partir de la porte de la Chapelle durant les trois jours. Départs tous les quarts d'heure environ, et chaque heure durant la nuit de dimanche à lundi.

## Affaire du sang contaminé

# PROFIT MAXIMUM CONTRE "MOINDRE RISQUE"

Le procès en appel des inculpés dans l'affaire des transfusions sanguines contaminées par le virus du SIDA vient de s'ouvrir.

Le docteur Garretta, ancien directeur du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), et les trois autres inculpés semblent adopter une ligne de défense simple : en 1985, date des faits qui leur sont reprochés, ils ne savaient pas. Les connaissances de l'époque, disent-ils, n'auraient pas permis de savoir les risques que l'on faisait courir aux hémophiles en leur transfusant des produits sanguins non chauffés...

Mais cela ne tient pas. Quand d'autres médecins viennent expliquer qu'en septembre 1983, à l'Institut Pasteur, on savait déjà qu'en chauffant ces produits à 56°C pendant 30 minutes on inactivait le virus ; que dans le centre de transfusion de Lille, fin 1984, on procédait déjà de la sorte. Ou encore, quand le professeur Yvette Sultan, qui a dirigé un centre pour hémophiles, déclare : "Nous savions que le SIDA était un virus. Nous savions qu'il était transmis par le sang. Nous savions aussi (...) qu'il était sensible à la chaleur. Le moindre risque pour les malades, c'était d'avoir des produits chauffés...'

Au cours de ce deuxième procès, il est possible qu'on en apprenne un peu plus sur la façon dont des malades (les hémophiles) ont été infectés par le SIDA dans les endroits mêmes où ils croyaient recevoir des soins, alors que l'on prenait le risque de leur transmettre le virus mortel.

Mais on entrevoit aussi que d'aucuns vont essayer de circonscrire le procès à une discussion technicoscientifique tournant autour de savoir si l'"on savait" ou si l'"on ne savait pas", les jurés – et la grande presse – se faisant fort d'évaluer le degré de connaissance que les accusés avaient des risques... qu'ils faisaient prendre aux transfusés.

Evidemment, la fonction et le fonctionnement de la justice étant ce qu'ils sont, c'est sans doute "normal". Comme il n'est guère surprenant que la grande presse n'insiste pas sur ce qui a fait que des médecins, des hauts fonctionnaires de la Santé, n'étaient pas empêchés de dormir quand on jouait à la roulette russe avec la vie des hémophiles. Parce que cela, ce n'est pas une question de "connaissances" mais de fonctionnement de la société et des comportements et mentalités, aberrants d'un point de vue humain, que cela induit.

Dans cette affaire, s'il y a quatre individus dans le box des accusés, c'est parce qu'il y a eu scandale. Mais aussi parce qu'il n'a jamais été question - et ne pouvait pas l'être – de traîner en justice les énormes intérêts financiers que l'on a trouvé "normal" de protéger, même quand on était médecin, avant de se préoccuper de protéger la santé des malades. Et cela va depuis les produits sanguins stockés au CNTS qui avaient une valeur marchande, même si elle s'est révélée mortelle, jusqu'aux brevets déposés par différentes firmes pharmaceutiques ou laboratoires de recherche, en passant par les dividendes que Garretta et d'autres touchaient sur l'importation de certains produits sanguins.

Eh oui, le moindre risque – dont parlait le professeur Sultan – ne pesait pas lourd face au profit maximum.

P. L.



Calvet, PDG de PSA

Fournier, PDG de la SNCF

## Licencieurs du secteur privé... et licencieurs du secteur public

La sécurité de l'emploi, sinon des salaires, pour les travailleurs du secteur public, est révolue, si même elle a vraiment jamais existé. Depuis des années, l'Etat-patron n'y va pas non plus de main morte pour supprimer des emplois dans toutes les entreprises du secteur. C'est ce que les statistiques de l'INSEE enregistrent aujourd'hui: sur un total d'un peu plus de 1 700 000 salariés, environ 10 000 emplois sont supprimés chaque année depuis 1988.

Entre cette année-là et 1991, l'INSEE enregistre en effet 10 000 suppressions de postes à la SNCF et aux Charbonnages de France, entre 5000 et 8000 chez Usinor Sacilor Péchiney et Renault; sans parler de La Poste, d'Air France, etc. Bref, tout comme n'importe quel patron du secteur privé, les gouvernements ont mené une politique de "rationalisation" des entreprises sous tutelle de l'Etat afin d'en maintenir - ou d'en accroître - les bénéfices... au prix de milliers de chômeurs de plus chaque année.

Le gouvernement Balladur peut donc emboîter le pas à ses prédécesseurs. même si ces derniers mois le gouvernement de Bérégovoy a demandé qu'il y ait un "plan social d'accompagnement" à chaque train de licenciements annoncé; un geste purement électoral et qui n'a empêché aucun licenciement.

La même manoeuvre a été effectuée pour le secteur public, avec l'obligation d'obtenir l'autorisation du ministre de tutelle avant de supprimer des emplois. Et cette mesure ne semble pas non plus beaucoup gêner. aujourd'hui, les responsables des entreprises publiques dans leurs projets de réduction d'effectifs.

Cependant, inquiet paraît-il de la croissance impressionnante du chômage, en particulier dans les entreprises du secteur public, Balladur aurait décidé de faire un geste en faveur de l'emploi... Il aurait chargé un groupe d'experts de réfléchir au problème. En voilà au moins quelques-uns qui ne devraient pas chômer de sitôt...

L.P.

#### Vient de paraître :

## JUIN 1993 (N° 54)

**FRANCE:** La droite gouverne à pas prudents.

**RUSSIE:** Plus Eltsine veut saisir de pouvoir, moins il en tient.

**Ex-YOUGOSLAVIE** : La loi des bandes armées.

**AFRIQUE DU SUD :** Explosions de colère et politique de l'ANC.

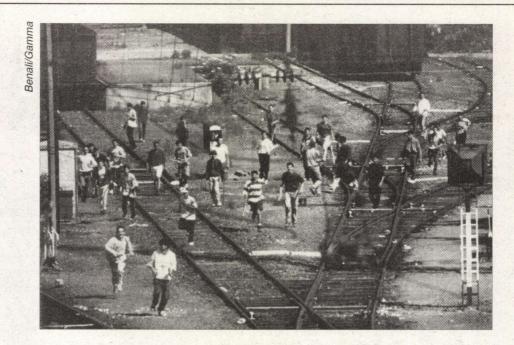
**ITALIE:** La crise politique et l'opération référendaire.



Prix: 10 F

Envoi contre 12 F en timbres

## A BAS LA DROGUE, **VIVENT LES** "BISCOTTES"



surtout immigrés, qui, dans la banlieue des Biscottes au sud de Lille, ont chassé les dealers cottes". de leur quartier, ont eu bien rai-

Raison de se passer de la police, car ce qui peut le plus empêcher les vols, la drogue et tous les méfaits contre la population, c'est la pression collective, le comportement de tous. Bien plus que l'intervention d'un porteur d'uniforme.

C'est l'indifférence des autres voyageurs dans le métro ou les trains de banlieue qui est responsable de la multiplication des vols et des agressions.

Se réfugier derrière le fait que la police ou la justice ne sévissent pas n'est pas la meilleure façon d'être libre. La meilleure des dissuasions, c'est la réprobation de tous car c'est une sanction immédiate. Sinon, il y a toujours, quelles soient

Ces quelque 200 jeunes, les lois, le "pas vu, pas pris, pas sanctionné".

Alors, oui, vivent les "Bis-

Ils ont eu raison de prendre leur sort en main, de se défendre eux-mêmes. Leur quartier leur appartient. Les véritables "droits civiques", c'est cela! Ce n'est pas de voter une fois de temps en temps, en laissant à d'autres le soin de décider et d'agir. Les droits civiques, c'est de décider et d'agir collectivement, tous les jours, pour l'intérêt commun.

Evidemment, cela a suscité des réactions variées. Personne n'a osé critiquer ouvertement. Même ceux qui faisaient les égalités simples : dealers = immigrés et immigrés = dealers. Les "Biscottes" viennent de faire la démonstration de façon éclatante, pour ceux qui en avaient besoin, que ce n'était

Il n'y a pas les dealers immigrés qui pourrissent la belle jeunesse bien française; il y a des dealers, bien français autant qu'immigrés, liés aux mafias marseillaise, corse ou sicilienne, avec nombre de députés ou de ministres italiens, et pourquoi pas français, qui pourrissent toute la jeunesse de tous les pays.

Des hommes (et des femmes) politiques, de gauche comme de droite d'ailleurs, ont dit hypocritement que c'était bien, mais qu'il vaudrait bien mieux laisser cela à la police. Les uns en profitent pour dire que la police n'a pas assez de moyens et que c'est pour cela qu'il faut des contrôles d'identité. D'autres, plus nuancés, pour dire que c'est quand même à la police de faire ce travail, déclarent que si cela se reproduisait on ne serait plus "dans un Etat de droit". Mais

le droit, c'est aussi à la population de le faire.

Bien sûr, il y a eu des bavures, des innocents maltraités, c'est plus que regrettable. Mais il n'y en a pas eu plus, et peut-être moins, que lorsque la police intervient comme elle l'a fait dans le 18e arrondissement de Paris contre une manifestation pacifique.

Bien sûr, cela peut aussi donner l'envie à des réactionnaires d'organiser des milices pour, dans la clandestinité, se substituer aux tribunaux.

Mais les jeunes des Biscottes, eux, ont agi en plein jour, à visage découvert, devant toute la population du quartier, avec son accord et son soutien. Ce qui n'est pas la même cho-

Et ce que craignent surtout ceux qui leur disent gentiment de se contenter de dénoncer les dealers à la police, c'est que cet exemple fasse tache d'huile.

Et si la population des quartiers populaires se mobilisait ainsi contre les expulsions?

Et si les travailleurs dans les entreprises se mobilisaient ainsi contre les licenciements expéditifs en taxi ou en charret-

Et si la population ouvrière et celle des quartiers pauvres se mobilisaient pour aller voir dans les quartiers riches, qui les opprime et qui les exploite et comment ils vivent là-bas?

On comprend pourquoi les hommes politiques, toutes tendances confondues, préfèrent laisser le maintien de l'ordre à la police. Car l'ordre que la police défend le plus, c'est l'ordre de la bourgeoisie, du patronat, et des financiers de haut vol dont les capitaux sont parfois, et même souvent, blanchis après être passés par la drogue.

#### Editorial des bulletins d'entreprise du 24/5/1993

### Hoover LA POMPE

rités françaises, la direction de Hoover Europe a finalement confirmé sa décision d'arrêter toute fabrication à son usine de Dijon d'ici la fin de l'année, avec la suppression de 600 emplois sur les 705 existant actuellement.

Rappelons que, derrière cette décision, il y avait celle de transférer les fabrications de l'usine de Dijon dans une unité existant à Cambusland en Ecosse où seraient créés 400 emplois nouveaux (emplois qui seraient d'ailleurs déjà en partie remis en question aujourd'hui).

Cette décision avait été l'occasion pour les politiciens d'ici d'accuser les Anglais de

Après des semaines d'ater- voler leurs emplois aux tramoiements, et sans doute de trac- vailleurs français. De son côté, le tations en coulisse avec les auto- Premier ministre anglais Major s'était saisi de cet exemple de "créations" d'emplois pour vanter sa politique anti-ouvrière ét la baisse des coûts salariaux qui en résulte, qui, selon Major, serait la seule façon de lutter contre le chômage.

Bien entendu, la réalité est plus sordide encore que la disent les politiciens. Ceux d'ici ont vite fait d'oublier que, bien avant le trust américain Hoover, des groupes bien de chez nous tels que Thomson ont effectué le même type d'opérations, et sur une tout autre échelle, transférant usines et fabrications dans plusieurs pays du Tiers Monde, avec la bénédiction des régimes suc-



cessifs et des politiciens qui les soutenaient.

Tout comme les politiciens anglais passent sous silence le fait que le véritable ressort, dans cette affaire de transfert, aura sans doute été bien plus l'attrait des somptueuses subventions et autres avantages fiscaux, offerts par Major, que la victoire qu'il se targue d'avoir remportée sur les travailleurs anglais.

Et dans la réalité, l'affaire Hoover n'est qu'un épisode de

plus dans le jeu d'échecs mondial auquel se livrent les capitalistes de toutes les nationalités, dans lequel fabrications, emplois et travailleurs ne sont que des pions sans importance regard des profits qu'ils servent à produire.

#### La mauvaise réputation

Contrairement à ce que certains voudraient nous faire croire ici, ce n'est ni en tant que créateurs d'emplois ni en tant que négriers que Hoover s'est fait remarquer ces derniers temps en Grande-Bretagne. C'est au travers d'une filouterie de la plus belle eau.

La presse a en effet révélé que des centaines d'acheteurs, alléchés par la promesse de billets d'avion pour l'achat de certains produits de la marque, s'étaient aperçus qu'il s'agissait d'une pure fiction publici-

Menacé d'un scandale qui n'aurait guère été de mise au moment même où il était honoré des faveurs du gouvernement, Hoover s'en est tiré en licenciant quelques directeurs et en exécutant ses promesses au prix de plusieurs centaines de voyages gratuits aux Etats-Unis pour le plus grand plaisir des bénéficiaires.

## LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI 68

Il y a 25 ans, on était à la fin de mai 1968. Il y avait déjà quatre semaines qu'avaient commencé les manifestations étudiantes, qu'une partie de la jeunesse descendait dans la rue et tenait tête à la police, que les universités, transformées en forums politiques permanents, s'étaient colorées de drapeaux rouges, avant que le travail ne commence à s'arrêter dans les usines ellesmêmes

#### Le mécontentement ouvrier accumulé

En 1968, ce n'était pas la crise. On était encore dans les années d'expansion présentées aujourd'hui comme les années fastes du capitalisme, mais elles n'étaient pas "fastes" pour tout le monde. Le mécontentement ouvrier s'était accumulé ; le niveau de vie stagnait, ou même commençait à se dégrader, alors que la production augmentait. Le chômage était apparu. "500 000 chômeurs seulement" dirait-on aujourd'hui. Mais cela paraissait beaucoup à l'époque.

Sur le plan politique, la situation était tout aussi morne. Les syndicats se contentaient de programmer de périodiques "journées d'action". Les politiciens de gauche, qui, déconsidérés par leur responsabilité dans les guerres coloniales, avaient dû, dix ans plus tôt, laisser la place à De Gaulle, attendaient leur heure. Évinçant le candidat potentiel socialiste Gaston Defferre, Mitterrand qui n'était pas encore au PS avait réussi à devenir en décembre 1965 le candidat unique de la gauche, celui pour lequel le PCF avait appelé à voter dès le premier tour ! Puis pendant un an et demi on avait amusé la galerie avec la préparation des législatives de mars 1967 : création par Mitterrand de la FGDS (Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste), signature d'une alliance électorale du PCF avec celle-ci... La révolte de la jeunesse, et surtout la grève générale, allait troubler ce ronron.

#### Une grève générale à laquelle personne n'avait appelé

La grève a commencé sans que personne y ait appelé, et surtout pas les centrales syndicales qui ont tout fait au début pour essayer de l'éviter. Il fallut pour cela un détonateur : le gouvernement crut possible de donner un coup d'arrêt à l'agitation étudiante qui durait depuis plusieurs semaines, en faisant intervenir la police à la faculté de Nanterre, puis en fermant la Sorbonne. Il provoqua à l'inverse les premiers affrontements violents entre étudiants et policiers, le soir du 3 mai au quartier Latin.

Le lendemain, le quotidien du PCF, l'Humanité, stigmatisait ces "faux révolutionnaires" dirigés par un "anarchiste allemand", ces "fils de grands bourgeois", dont l'agitation favorisait "les provocations fascistes"... Le PCF était

tions étudiantes qu'elles lui échappaient. En revanche celles-ci rencontrèrent un écho favorable dans la classe ouvrière qui dans les affrontements entre jeunes étudiants et policiers casqués se sentait plutôt solidaire des pre-

Le vendredi 10 mai, le quartier Latin s'était couvert de barricades et les affrontements avec la police avaient duré toute la nuit. Les violences policières indignaient la population.

L'Humanité se sentait obligée de changer de ton, et de titrer "Halte à la répression". La CGT, en accord avec la CFDT et la FEN, appelait à une journée de grève le lundi 13 mai, et à une manifestation en commun avec les étudiants en espérant bien pouvoir s'en tenir là... Le gouvernement lui, jouait désormais l'apaisement en annonçant la libération des étudiants arrêtés et la réouverture de la Sorbonne.

elle et la déborder, la CGT - et avec elle le PCF - avait décidé de ne pas s'y opposer, et même d'en prendre les devants et de l'étendre pratiquement partout. Mais en étendant la grève à l'échelle de dix millions de travailleurs, la CGT contribuait aussi d'une certaine façon à la diluer, et en tout cas à en faire un mouvement que, tel qu'il était, personne d'autre que les confédérations syndicales et, en premier lieu la CGT elle-même, n'avaient les moyens de contrôler.

De fait la direction de la grève revint aux organisation traditionnelles. L'occupation des usines rapidement ne fut plus le fait que d'une poignée de responsables syndicaux, qui contrôlaient les portes, et en profitaient pour interdire l'accès à toute personne étrangère à l'usine, notamment aux étudiants qui venaient parfois en cortège tenter de rencontrer les ouvriers, et se retrouvaient devant les piquets syndicaux qui poussant à la reprise entreprise par entreprise, secteur par secteur.

Le ballet politicien avait repris. Mendès-France, ancien chef du gouvernement radical, pointa son nez, le 27 mai au soir, à un grand rassemblement au stade Charlety. Le lendemain Mitterrand annonça qu'il serait candidat à la présidence de la République si De Gaulle démissionnait à la suite d'un "non" au référendum que celui-ci avait annoncé quatre jours plus tôt... mais auquel déjà plus personne, pas même De Gaulle, ne pensait.

Celui-ci changea son fusil d'épaule : il dissout l'Assemblée et provoqua de nouvelles élections. Il savait que, si l'immense majorité des travailleurs en avaient assez du régime gaulliste, les politiciens de gauche qui lorgnaient sa place ne voulaient surtout pas la devoir à une grève générale et à la rue, et étaient prêts à s'accrocher eux aussi à la



La manifestation du 13 mai 1968 à Paris.

Mais le mythe du "pouvoir fort" gaulliste était tombé. Le succès de la grève du 13 mai et de la manifestation de Paris devait renforcer chez les travailleurs le sentiment de leur force.

Le mardi 14, le travail avait re partout, mais à l'usine Sud-aviation de Nantes, les ouvriers décidèrent de se remettre en grève, d'occuper l'usine et d'y enfermer leur directeur. D'autres usines suivirent. Le 17 mai, ce fut le tour de Renault Billancourt. En quelques jours, la grève s'étendait aux principales entreprises du pays. Le lundi 20 mai, la grève était générale.

#### Les syndicats à la tête d'une grève qu'ils n'avaient pas voulue

Les syndicats n'avaient pas voulu de cette grève générale illimitée. Mais ils avaient bien senti le climat changer

les accueillaient fraîchement. Il fallait éviter toute contagion des idées d'extrême gauche parmi les ouvriers.

Nombre de jeunes ouvriers de Paris ou de sa banlieue proche préféraient du coup aller manifester avec les étudiants ou discuter dans la cour de la Sorbonne, plutôt que de se retrouver cantonnés à ne rien faire dans l'usine, derrière un cordon sanitaire syndical.

#### La grève bradée

Le gouvernement s'empressa d'organiser une négociation avec le patronat et les syndicats pour trouver, par quelques concessions, une issue rapide à la grève. Le lundi 27 mai l'affaire fut bouclée, le protocole d'accord de Grenelle signé. Mais, nouveau coup de théâtre, les responsables syndicaux venus présenter aux travailleurs le résultats des négociations étaient sifflés chez

La grève continua donc, les diri-

planche de salut des élections même s'ils savaient avoir toutes les chances de les perdre.

Car si quelques millions de grévistes peuvent paralyser le pays, les travailleurs pèsent bien moins dans les urnes. Les élections de la fin juin devaient ramener à l'assemblée une forte majorité de droite. La grève trahie pour les isoloirs, la vie politique française rentra dans le rang.

En vingt-cinq ans, les raisons de lutter n'ont pas diminuées. Elles ont été multipliées, et même si beaucoup de travailleurs pensent qu'une lutte générale n'est plus possible aujourd'hui, c'est au fond ce qu'on entendait déjà à la veille de mai 68...

Alors, une nouvelle explosion de colère de la classe ouvrière, un nouveau mai 68, serait certes indispensable aujourd'hui. Mais cette fois, il ne faudrait surtout pas qu'elle se laisse arrêter en chemin par les appareils.

**Olivier BELIN** 

## Trois jours de fête à Presles (Val-d'Oise)

## AFEIE DE LUTTE OUVRIERE

Notre fête a vingt trois ans. Elle est maintenant adulte mais a su garder toute sa fraîcheur, sa gaîté et ses rapports fraternels.

Rassemblement populaire, la fête de Lutte Ouvrière est aussi un rassemblement politique où se retrouvent des milliers d'hommes et de femmes pour qui la solidarité ouvrière et les valeurs du communisme restent bien vivantes.

Dans un monde où paradent les nationalismes, où se développent le racisme et la xénophobie, il nous faut réaffirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie, que leur solidarité doit se manifester contre tous ceux qui les exploitent et les oppriment et non contre des travailleurs d'autres pays ou d'autres races.

Les régimes hérités du stalinisme se sont effondrés, leurs classes dirigeantes, qui pendant des décennies s'étaient parées du drapeau du communisme pour mieux duper leur peuple, n'ont aujourd'hui que la seule ambition de ressembler aux capitalistes d'Occident. Notre courant, qui a toujours combattu l'usurpation de ces régimes odieux se doit de réaffirmer qu'il ne peut y avoir de communisme sans que les travailleurs exercent eux-mêmes leur propre pouvoir, dans la liberté et la plus large démocratie pour tous ceux qui ne vivent pas du travail d'autrui.

Et puis, dans les pays capitalistes minés par leur propre crise, ce sont les inégalités qui règnent. Le luxe le plus éhonté côtoie la pauvreté, la détresse des chômeurs et des sans-logis.

Il y a vingt-cinq ans, en Mai 68, après que les étudiants sont descendus dans la rue, débutait l'une des plus grandes grèves que le pays ait connues. Des millions de travailleurs rappelaient au patronat et au gouvernement que rien ne peut se faire sans eux. C'est avec de telles traditions et de tels mouvements, mais qui doivent aller au bout de leurs possibilités, que la classe ouvrière doit

Oui, nous pensons que le capitalisme ne peut être l'avenir de l'humanité. L'humanité porte en elle de grandes possibilités de développement, de conscience et de bonheur. Voilà pourquoi nous militons.

C'est aussi cela la fête de Lutte Ouvrière : trois jours de fraternité et un même espoir dans un monde juste d'où aura disparu tout ce qui divise aujourd'hui les hommes.

#### DANS LES ALLÉES DE LA FÊTE

SAMEDI: LA FANFARE DE LA BUTTE-**AUX-CAILLES** ARNAUD MOYENCOURT, Orgue de Barbarie

"LE PÈRE UBU" par la troupe du Guédo

DIMANCHE: STORYVILLE, Jazz traditionnel NOURDINE, magicien DANY BONNY,

Chansons pour accordéon ARNAUD MOYENCOURT, Orgue de Barbarie

et pendant les trois jours de la fête : le clown NONO MAZETTE, Swing-musette de rue

#### À LA GUINGUETTE

A la guinguette, autour d'un couscous, d'un plat chinois ou d'une andouillette, vous pourrez écouter et bouger aux sons de :

15 h 00 : Daniel DENECHEAU et Denis GERARD, (Musique et chansons des années 30 -Accordéon, guitare et jazz)

DIMANCHE:

18 h 00 : Philippe AIME

**Dany BONNY** (Chansons pour accordéon)

12 h 00 : Hervé MARTIN CALLEYA (Musique de tous les pays)

14 h 00 : RAIZ LATINA (Musique 16 h 00 : TIM (Rock Reggae)

17 h 00 : ZIG-ZONG, (Musique et danse afro-antillaise)

18 h 00: VIRUS (Rock acoustique) LUNDI:

11 h 00: NO NAME (Jazz rock, Funk) 16 h 00: MISTER MAGOO (Rock)

et danser les 3 jours, midi et soir, avec l'orchestre musette de Jean-Claude Gombault

#### AU CAF'CONC'

Chaque jour, concours de danse (valse, tango, rock...). Championnat "des chiffres et des lettres". Et dans la nuit de dimanche à lundi, un bal musette.

La fête commence le samedi 29 mai à 12 heures et dure jusqu'à 23 heures. Le dimanche elle ouvre à 8 heures et se prolonge dans la nuit du dimanche au lundi par un bal sur de la musique enregistrée. Elle reprend le lundi à 8 heures pour se terminer à 20 heures.

#### **SUR LA SCENE DU PODIUM CENTRAL**

#### Samedi

BOB MEDAS et le groupe ANKô-TI-TAK Musique traditionnelle créole

GINA ET L'ORCHESTRE, Rock réaliste

Geoffrey ORYEMA, Chanson africaine

#### Dimanche

14 h : SARCLORET, Auteur compositeur

#### 15 h: Allocution d'Arlette LAGUILLER

puis

#### **Pierre PERRET**

MADEMOISELLE SWING QUARTET

Jazz style Django Reinhardt

CHANSON PLUS BIFLUORÉE

Spectacle musical d'humour et de parodies

#### Lundi

14 h 15: Nathalie DUPUY, Chanson française

#### 15 h: Allocution d'Arlette LAGUILLER

puis Xavier LACOUTURE Musiques et humour

18 h : BENOIT BLUE BOY, Blues et cajun

#### SUR LA SCÈNE **DU THEATRE DE VERDURE**

#### Samedi

15 h 00 : GULF STREAM, Chansons et airs traditionnels d'Irlande

17 h 00 : Alain CLAIR, "1793-1993 et après..." Chansons

18 h 30 : Patrick ELIES, auteur-compositeur, interprète de chansons françaises

19 h 30 : PATCHWORK, Musiques du monde 22 h 00 : Diaporama :

"L'homme dans l'Univers"

#### Dimanche

13 h 45 : Christian MILLERET, Chanson française

15 h 30 : KRASPET CIRCUS, Rythm'n blues Caraïbes

17 h 15: Fabien KACHEV, Sketches comiques et bruitages

18 h 15 : NAG'AIRS, Chansons populaires de Bruant à Piaf et de Montehus à Arletty

20 h 00 : SANACORE, Chants populaires italiens

21 h 45 : COOL RUNNING, Reggae

23 h 00 : Diaporama :

"L'homme dans l'Univers"

#### Lundi

12 h 00 : ALTITUD, Musique des Andes

13 h 30 : CORDEPEAU, Folk Rock

15 h 30: FRUTA BOMBA, Salsa - Cumbia...

17 h 30 : LA COMPAGNIE GORÉE-BASTILLE, Musique africaine

18 h 30 : Laura BRAMS, Rock

#### **UNE CARTE POUR 3 JOURS**

La carte d'entrée coûte 60 F sur place pour les trois jours. Elle vous permettra d'assister à tous les spectacles, animations, séances de cinéma, expositions et débats. Pour les enfants de moins de 14 ans, accompagnés, l'entrée de la fête est gratuite.

#### **JAZZ CITY:** jazz à gogo!

A la Cité du Jazz, les amateurs de blues ou de jazz, du New Orleans au free jazz, trouvent CD, disques vinyle, cassettes audio ou vidéo, brochures et livres. Dimanche et lundi matin, un "big breakfast" est servi en musique. Et, sur scène, groupes et artistes de tous styles :

SAMEDI:

15 h 00 : Indigo, quartet "bebop".

17 h 00: Big Band du XVe (19 musiciens, sous la direction de Christian Bonnet, réunis pour jouer la musique de Count Basie).

19 h 00 : Zon, musique improvisée avec Ann Ballester (piano), Claire Gillet (contrebasse) et François Pons (voix).

21 h 00 : Soirée "blues" avec Loose Blues.

DIMANCHE:

10 h 00: "boeuf no 1" avec Bacon & Blues. 12 h 00 : Jean-Paul Millier (boogie woogie et standards en piano solo).

13 h 00 : De 5 à 7 (octet de jazz traditionnel). 16 h 00 : Marc Franjeul Quartet (behop).

18 h 00 : Profil Jazz Quartet, avec Didier Court (guitare), Laurent Marti (clarinette), Pierre Jacquet (basse).

20 h 30 : Jazz Moderne avec Thierry Bruneau (saxo ténor, clarinette basse), Richard Raux (saxo), Bivalsky (vibraphone), Gildas Scouarnet (basse) et Jean-Yves Colson (batte-

LUNDI

10 h 00: "boeuf n° 2" avec Bacon & Blues. 12 h 30 : Equinoxe (samba, blues et bebop).

14 h 00 : Jef Sicard Trio (free jazz). 16 h 30 : Giovanni Mirabassi Quartet.

18 h 00 : La fête se termine : Blues.

#### SUR LA SCÈNE **DU CABARET**

#### SAMEDI

15 h 00 : Gérard CECKLER, Harmonica et imitation 16 h 00: Michel JEFROYKIN,

17 h 30 : LE SIROP DE LA RUE, (Chanteuse: Françoise GERBAUD et au

piano : Daniel PIÑET) 19 h 00 : Hervé Martin CALLEYA, Musique de

tous les pays : Turquie, Espagne, Italie... 20 h 00 : Bruno LA BRASCA, Comédien lira des extraits de textes d'auteurs italiens

20 h 30 : GULF STREAM, Musique irlandaise

12 h 00 : VITAMINE C, "En aVian la zizique" Chansons française théâtralisées 13 h 30: Philippe AIME,

Accordéon et Chansons de marins et d'Irlande 14 h 30 : le duo ARIZA, "la femme zig-zag",

16 h 00 : Jacques ARIZA, Magie comique 16 h 30 : Maryan SOLMON, Chanson

17 h 00 : Pierre Pascal B, Chanson française 18 h 00 : ITHRI AMELAL, Musique berbère

19 h 00 : LE SAPAJOU, Chansons lyriques et

20 h 30 : LA COMPAGNIE DES IONS Café-Théâtre

#### LUNDI

12 h 00 : Philippe AIME

Accordéon et Chansons de marins et d'Irlande 13 h 00 : LE TRIO ROMANÉ, musique tzigane

14 h 00 : RAMA, Musique d'Amérique latine 16 h 00: Ricardo MOYANO, musique

17 h 00 : ROSSIGNOL, "l'Arsène de l'évasion",

# 

65

70

72

73

Soupe aux choux

Le globe-trotter

La poutre

La grosse galette (Belin Evry)

Huîtres et confit du Sud-Ouest

Le brie qui court (région de Meaux)

Lutte Ouvrière Renault

(région parisienne)

(CHR Bordeaux)

Accueil Le Mans

Accueil Aquitaine

Les damnés de la terre

Le pinceau entre les dents

de Mai 68 (EDF-GDF)

LA GUINGUETTE-

L'andouillette (Snecma

Gennevilliers-Ville

77 Le café de la Gare

(SNCF Paris)

d'Argenteuil)

Echec et Marx

Mur d'escalade Trampoline

Pétanque

83

85

87

88

90

93

94

96

Délice's Caf (Caf

région parisienne)

Couscous (SNCF Paris)

"Regarde où tu mets tes pinceaux"

Exposition aéronautique (SNECMA)

Le dragon révolutionnaire - restaurant

Tir à la patate (SNECMA Corbeil)

Accueil Sud-Est (Grenoble, Marseille,

Sportez-vous bien (SNECMA)

Annoncez la couleur (RATP)

La coupe est pleine (Reims)

Montpellier, Saint-Etienne)

100 Le frondeur du Poitou (Fonderies du

Indoustand (RATP)

chinois (AGF)

Course circuit

Le bilboquet

La barbouille

Pizza-Aïoli

CGA Gentilly)

105 Billards électriques

107 Harengs de la Baltique

111 Spécialités tourangelles

117 Pause café (Crédit-Lyonnais)

118 Accueil Tours, Angers, Cholet, Poitiers

119 Le monde à la carte (General Motors

104 Je pense donc j'essuie (jeu)

108 L'histoire du mouvement ouvrier

110 Payez-vous leur tête (Chaffoteaux)

102 Choucroute 103 Renseignements

106 Badges

angevin 109 Saumon fumé

112 Clap-clap

115 Basket

113 Guillaume Tell

114 Orienthé-vous

116 Jeu de croquet

Gennevilliers)

120 Jambon du Morvan

Saucisse cheminote

Lutte Ouvrière SNCF

Cartes postales de la fête... et

Sardines grillées

- La gargotte des tout-petits
- La toupie hollandaise
- Le ballon de la fête
- Au verre fleuri
- Accueil Lorraine
- En passant par la Lorraine
- Brochettes thé (Chausson
- Gennevilliers) Marionnettes
- Chorba Thé Gateaux (Citroën)
- Ca pneu marcher
- Le serpent à lumières
- Saumon à l'oseille et Moules marinières (Lille)
- Le caf' conc
- Relactez-vous (Allianz-Via Paris -Beauvais)
- Renseignements
- Electron rouge (Alcatel Colombes)
- Tangram (GE-CGR) 17
- Les mots fléchés (PTT Paris 17) Blinis (CNAVTS-CRAMIF)
- Dessinez en l'air (Aéroport de Paris) 20
- 21 La mare aux canards 22 Accueil Alsace-Franche Comté
- Accueil Bourgogne 24
- Accueil Nord 25
- **Exposition Grande-Bretagne** 26
- 27 Tea Break Grande-Bretagne
- Fondue jurassienne 28
- Dites-le avec une brochette (Renault) 29
- 30 Quelles salades (Crédit Lyonnais)
- L'escargot (Case Vierzon) 31
- Jus de fruit-Milk Shake
- Crêpes canadiennes (Compiègne) 33
- 34 Le fraisier (Chèques postaux Bourseul)
- Flammekueche-la tarte flambée alsacienne
- Javelot ch'timi Test adresse

37

- Concours de baby-foot permanent 39 Casse-bouteilles
- 40 Les mollets d'acier
- 41 Démasquez-vous
- L'enfer est pavé de bonnes citations 42
- 43 Le tir larigot
- La soupe à l'oignon
- 45 Maquereaux fumés au poivre
- Chorba (Michelin Cholet) 46 Casse-croûte tunisien 47
- Circuit automobile
- Jeu de quilles 49 50
- Les fous du foot Le clou de la fête
- Cinéma paradiso
- En plein dans le mille
- Café turc-Döner kebap
- Cube d'escalade

#### JAZZ CITY

- American food (breakfast)
- Oaxaca jeux vidéo (Renault Flins)
- Livres disques de jazz
- Emaillage sur cuivre (CHR Toulouse)
- A la bonne crêpe
- Au brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- Lutte Ouvrière Hôpitaux

- 121 Au petit grain de folie
- 122 Accueil Normandie
- 123 Fraternité... à la menthe
- 124 Artisanat
- 125 La pêche miraculeuse
- 126 P'tit dej' et détente (BNP)
- 126 bis Rail de force
- 127 La puce rouge (Crédit Lyonnais)
- 128 Crottin chaud 129 Accueil Centre (Bourges, Vierzon, Nevers, Orléans, Montargis,
- Chateauroux, Limoges. C'est tout bon bon
- 131 Fléchettes (Norton La Courneuve)
  - 132 Beignets aux fruits
- 133 Accueil Bretagne
- 134 La gaufre de Picardie
- 135 Chamboul'tout
- 136 Tir à plomb (Alsthom Atlantique)
- 137 Jeu du footballeur
- Teepee et minéraux (GEC-Alsthom La Courneuve)
- 139 La quille de six
- 140 Brochettes grecques (Air France)

- 141 La barre aux tonneaux
- 143 Tir
- 144 Tabac
- 145 Palet breton
- 146 L'entracte (Affiches Cartes Postales Esquimaux)
- 148 Vidéo
- 149 Accueil Toulouse

#### CABARET -

- 150 Crêperie bretonne
- 151 Caramba, que tortilla
- 152 Tapas froides (Laon)
- 153 Churros y chocolate (Thomson TTE Vélizy)
- 154 Renseignements
- 155 Sepia alegre
- 156 Paella valenciana
- 157 Croisons-les
- 158 Le p'tit carnaval
- 159. Tir à l'arc
- 160 A la bonne gougère (Troyes) 161 Soupe et coquilles Saint-Jacques (Cherbourg)
- 162 Billard club (PTT Tri)
- 163 Bowling (PTT tri Austerlitz)
- 164 Crêperie (Rhône-Poulenc Vitry)
- 165 Charlottes (PTT bureaux de Poste)
- 166 Brick à l'oeuf

- 167 Accueil Lyon
- 168 Tripoux auvergnats
- 169 Accueil Clermont-Ferrand 170 Fromages d'Auvergne
- 171 Lutte Ouvrière, toute la collection
- 172 Salades libanaises (UAP Tour Assur)
- 173 Vidéo: la grève Chausson (Chausson Creil)
- 174 Y a d'la soie (Chausson Creil) 175 Y a les boules (Roussel UCLAF
  - Romainville)
- 176 Audiovisuel 177 Barbe à papa (UAP Paris)
- 178 Renseignements
- 179 La boule maboule
- 180 Palais des glaces (Chèques Postaux Montparnasse)
- 181 L'Inquisition
- 182 Spécialités lyonnaises (PTT Lyon)
- 183 Artisanat Lyon

#### Renseignements

Vous avez besoin d'un renseignement. Il n'y a pas loin à aller. Sur pratiquement chacune des grandes places de la fête, un stand "Renseignements" vous attend.



sion de manger une spécialité entre amis, de jouer à un stand, de s'offrir une gourmandise.

Vous pouvez bien sûr payer en francs... MAIS SI VOUS AVEZ PRIS DES "VIGNETTES" A L'AVANCE, VOUS BENEFICIEZ D'UNE REDUCTION DE 20%. Vous pouvez tout payer (sauf le tabac, payable seulement

en francs) en monnaie "Lutte Ouvrière" Des menus à 28 F ( que vous paierez en fait 22,40 F. Si vous avez des vignettes), comprenant une entrée, un plat, un

fromage et un fruit, sont servis dans le restaurant près du château et dans celui près du Chapiteau scientifique.

Au stand Echecs, Place de la Révolution Sociale, parties simultanées le dimanche et le lundi à 15 h 30. Michel Caderon (elo 2100) jouera "en aveugle" le dimanche à 13 h. Tournois éclairs (blitz) tout au long de la fête.

#### POLITIQUE-

- 186 Ergatiki protoporia (Grèce)
- 187 COFI Workers Revolutionary Group (Australie)
- 188 FRP (Suède) League for a Revolutionary Party (Etats-Unis)
- Battaglia Comunista (Italie)
- 190 Communist Workers Organisation (Grande-Bretagne)
- ITC (Grande-Bretagne)
- 192 Cahiers Internationalistes
- 193 Il Programma Comunista (Italie)
- 194 Centre d'Information Inter-Peuples
- 195 La République Prolétarienne
- 196 Socialist Organiser/ Alliance for workers liberty (GB)
- Walka Klas (Pologne) Truth (Etats-Unis) - Bulletin Trotskyste (France)
- 198 LIRQI POR (Espagne)
- 199 Partisan Voie Prolétarienne (OCML)
- 200 Bolsevik Partizan (Turquie)
- Pouvoir Ouvrier LICR
- 202 Comité de Coordination Tamoul (France)
- 203 Mouvement Communiste (Belgique)
- 204 Communist Workers Group (Etats-Unis)

- 205 Gruppe Avanti (Allemagne)
- 206 Rapports Sociaux
- 207 Liaisons Révolutionnaires
- 208 Collectif d'Agitation et de Propagande Communiste
- 209 CERMTRI
- 210 Le Menu des Isles
- 211 Combat Ouvrier (Antilles)
- 212 Spécialités haïtiennes
- 214 LIT (Ligue Internationale des Travailleurs) - LST (France), PST (Etat espagnol), Enternasyonal bÅlten (Turquie), IAL -Deutschland, Groupe la Commune (France)
- 215 UCI (Union Communiste Internationaliste)
- 216 Les militants du Parti Communiste Ouvrier d'Iran à Paris
- 217 Ras-le-Front
- 218 Sosyalist Isçi (Turquie)
- 219 Socialisme International (France) -Socialisme International (Belgique) -SWP (Grande-Bretagne)
- 220 Il Comunista (Italie)

- 221 Le Prolétaire (PC International) Le Prolétaire (Suisse)
- 222 Die Falken (Allemagne)
- 223 UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes)
- Spécialités africaines (le Maffé)
- JCR (Jeunesses Communistes Révolutionnaires)
- 226 Prométhée
- 227 RKL (Autriche) RTL (USA) RWP (Sri Lanka) Spartakusbund-RS (Allemagne) - Voce Operaia (Italie)
- 229 OCL (Organisation Communiste Libertaire)
- 230 Noir et Rouge
- 231 Les Amis de Spartacus
- 232 CNT-Région parisienne
- 233 Alternative Syndicaliste
- 234 FOR (Espagne)
- 235. FOR (France)
- Gruppe Spartakus (Allemagne) -Bolshevik Tendency (Etats-Unis)
- 237 Centro Studi Pietro Tresso (Italie)

- 238 WRP (Grande-Bretagne) Internationale Ouvrière pour la reconstruction de la IVe Internationale
- 239 Les Alternatifs
- 240 Comité Sol Pérou
- 241 Correspondance Révolutionnaire (Belgique)
- Justice et Paix en Palestine
- 244 Socialismo Rivoluzionario (Italie)
- 245 Spartakus Gruppe (Allemagne)
- 246 Alternative Libertaire
- 247 Alternative Libertaire Jeunes
- 248 Parti de l'Avant-Garde Socialiste (Maroc)
- 249 Cahiers Ouvriers Socialistes (Iran)
- 250 TLT: WIL (Grande-Bretagne) -Comrades for a Workers' Government (Afrique du Sud) - TLT (Allemagne) -TLT (Belgique)
- 251 Revolutionary History (Grande-Bretagne)
- 252 Lotta Comunista (Italie)
- 253 Ligue Communiste Révolutionnaire

Crêche

Entrée

de la Fête

254 The Spark (Etats-Unis)

Si vous perdez ou trouvez un objet

Venez le réclamer ou le porter aux stands

#### Sortie provisoire

Lorsque vous entrez dans la fête, le coupon du jour de votre carte est ramassé par nos camarades des entrées. Quand vous voulez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur le tampon sur le poignet pour que vous puissiez rentrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours et cela fait plusieurs années qu'ils acceptent de accueillir. Aussi, lorsque vous serez amenés à circuler aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner. Aidez-nous à faire apprécier notre fête.

#### A la claire **fontaine**

"Boire un petit coup c'est agréable", mais si personne "ne roule sous la table" ce sera encore plus agréable pour tout le monde.

Ceux qui voudraient rentrer avec un tonneau sous le bras, ou même des quantités moindre, sont gentiment priés de s'abstenir.

Et puis, on trouve toujours de l'eau à la fête de LO! Chaque buvette en fournit à volonté, ainsi que tous les robinets où, précisons-le, l'eau est potable.

#### D... comme Drogue et in Désirable

Notre fête est un petit paradis, alors point n'est besoin d'en chercher d'autres... artificiels. Nous le disons tout net : la consommation de drogue est prohibée à la fête ainsi que son commerce.

#### "FÊTE" ATTENTION AUX CHIENS

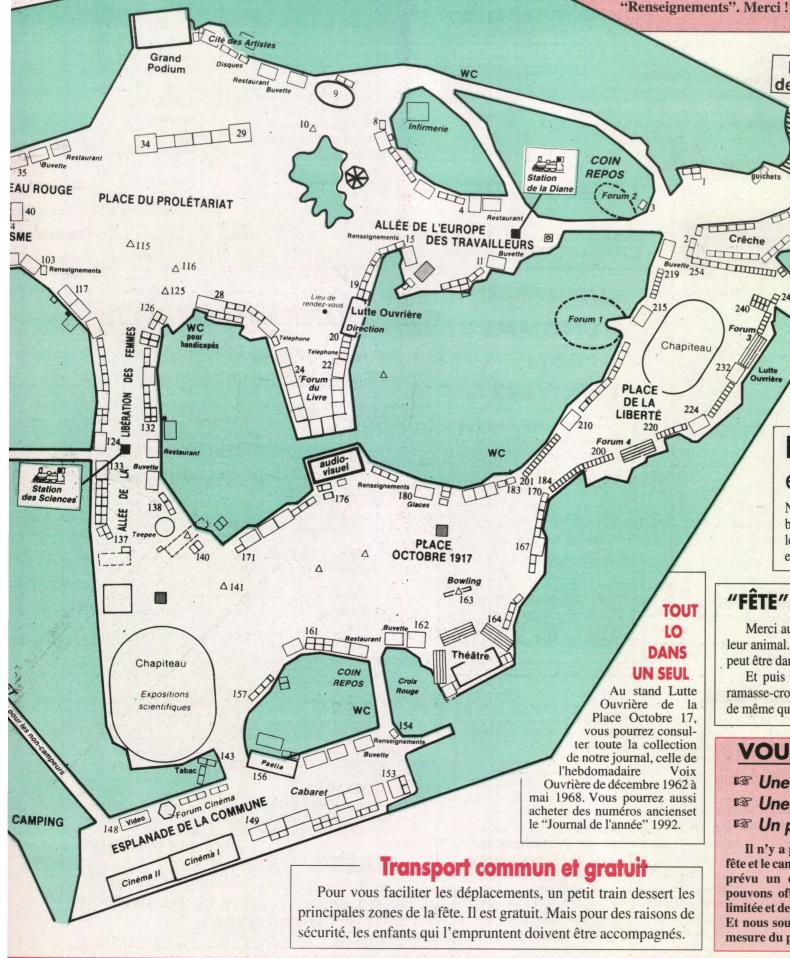
Merci aux propriétaires de chiens de faire attention à leur animal. Il y a beaucoup d'enfants à la fête et celui-ci peut être dangereux pour eux.

Et puis même en l'absence d'un service de motos ramasse-crottes, heureusement absent à la fête, il faut tout de même que chacun puisse s'asseoir sur les pelouses...

#### **VOUS TROUVEREZ AUSSI**

- Une crèche pour les tout-petits
- Une place pour les moins petits
- □ Un petit camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la fête et le camping sauvage est interdit. Alors nous avons prévu un emplacement. Mais attention : nous ne pouvons offrir à l'intérieur de la fête qu'une place limitée et des conditions de confort assez rudimentaires. Et nous souhaitons réserver cette place, dans toute la mesure du possible, à ceux qui viennent de loin...



## La Fête, c'est aussi des débats, des expositions, des films.

#### DANS LES FORUMS

Notre fête est le plus important rassemblement de l'extrême-gauche. Dans une ambiance détendue et fraternelle, des groupes politiques de France mais aussi venus de nombreux autres pays présentent leurs activités et leurs positions politiques respectives.

Sur des aires spécialement aménagées, ceux qui désirent présenter un sujet de leur choix peuvent le faire. Il suffit pour cela de s'inscrire au stand direction.

Un dépliant spécial Forums et débats est à votre disposition à l'entrée de la fête et dans tous les stands Lutte Ouvrière.

Alors, si vous voulez connaître les idées des révolutionnaires, défendre votre point de vue, rendez-vous aux forums de la fête.

#### CINÉMA PERMANENT pendant les trois jours (Entrée libre)

#### Les films que vous pouvez voir...

LA CRISE

De Coline Serreau Avec Vincent Lindon et Patrick **Timsit** 

**RIENS DU TOUT** De Cédric Klapisch

Avec Fabrice Luchini.

**CONFESSION D'UN BARJO** 

De Jérôme Boivin Avec Richard Bohringer, Anne Brochet et Hippolyte Girardot.

**BEAU FIXE** 

De Christian Vincent

LA JOIE DE VIVRE Comédie de Roger Guillot Avec Michel Bouquet, et

Gwennola Bothorel LA SENTINELLE D'Arnaud Despleschin

**DIEU VOMIT LES TIEDES** 

Drame de Robert Guediguian

**VIVE LA SOCIALE** Comédie "sociale" de Gérard Mordillat

Avec Yves Robert, François Cluzet et Robin Renucci

du Sud, le stalinisme, Mai 68...

LE RENDEZ-VOUS DES QUAIS

De Paul Carpita.

**UNE ETRANGERE PARMI** 

Comédie policière américaine de Sidney Lumet avec Melanie

**BOB ROBERTS - V.O.** Comédie politique américaine de **Tim Robbins** 

**CITY OF HOPE** De John Sayles

**UNE VIE INDEPENDANTE -**

De Vitali Kanevski HUSH-A-BYE BABY

Drame de Margo Harkin avec Sidnead O' Commors LES ENFANTS VOLES - V.O.

Comédie dramatique italienne de Gianni Amelio

SAMBA TRAORE - V.O. Comédie dramatique de Idrissa Ouedraogo - Burkina Faso

#### DÉBATS AVEC DES ÉCRIVAINS, DES JOURNALISTES, DES HISTORIENS...

**SAMEDI** 

14 h 30 CHAPITEAU PLACE KARL MARX Gaston HAUSTRATE viendra parler de son roman N'oublie jamais, Nicolas (Editions Aleas) dont l'action se passe pendant la Commune de

16 h CHAPITEAU PLACE KART MARX

François SALVAING (auteur de Une vie de rechange (Editions François Bourin et bientôt Folio), et Maïté PINERO (journaliste), animeront un débat sur "les trafics d'organes et d'enfants en Amérique du Sud".

17 h 30 CHAPITEAU PLACE KARL MARX Pierre BROUE présentera son livre à paraître prochainement sur Léon Sedov, fils de Trotsky et militant assassiné en 1938 sur ordre de Staline.

19 h A L'AUDIOVISUEL

Sebastiao SALGADO, photographe, réalisateur d'exposition projettera une partie de ses photos de travailleurs du monde entier et répondra aux questions sur ses reportages.

#### **DIMANCHE**

11 h 30 ESPACE VIDEO

Bernard BAISSAT présentera son film vidéo Visages du mouvement ouvrier. Débat à la suite.

13 h CHAPITEAU PLACE KARL MARK

Claude Pennetier, co-auteur du Dictionnaire du mouvement ouvrier. Le Maitron animera un débat sur cette présentation d'une multitude de militants

"célèbres" ou "obscurs" qui ont fait l'histoire du mouvement ouvrier.

16 h CHAPITEAU KARL MARK Gilbert BADIA, auteur de divers ouvrages sur le mouvement communiste en Allemagne, présentera son nouvel ouvrage sur Clara Zetkin, féministe sans frontières (Editions Ouvrières).

17 h 30 CHAPITEAU KARL MARX

Débat sur le "roman polar". Avec cette année pour thème: "Le roman noir et l'histoire" auquel participeront plusieurs auteurs de romans policiers.

#### LUNDI

12 h CHAPITEAU PLACE KARL MARK Alain BROSSAT, auteur de l'ouvrage Les tondues de la Libération (Editions Manya) présentera son

13 h ESPACE VIDEO

Jean-Luc EINAUDI, auteur de divers ouvrages sur la guerre d'Algérie, présentera le film Une journée portée disparue et animera ensuite un débat.

13 h 30 CHAPITEAU PLACE KARL MARX

Débat avec Maurice RAJSFUS : Les Versaillais sont de retour... ou le retour aux politiques d'exclusion, à partir de son dernier ouvrage.

15 h 30 CHAPITEAU PLACE KARL MARX André L'HENORET, auteur de Le clou qui dépasse (Editions La découverte) présentera le Japon d'en-bas ou la vie quotidienne des petites gens au

DEUX DÉBATS

LO-LCR

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire débattront publiquement sous le chapiteau de la Cité Politique, Place de la

Liberté, · le samedi à 18 heures, sur le thème : "Etre révolutionnaire aujourd'hui".

· Le dimanche à 18 heures sur le thème: "Socialisme, environnement, productivisme".

#### **AUDIOVISUEL**

#### "L'HOMME DANS L'UNIVERS"

C'est le titre du diaporama en multivision qui sera projeté en permanence pendant toute la fête (durée 40 minutes) au stand AUDIOVISUEL.

Début des séances à chaque heure:

> samedi de 12h à 18h; dimanche de 9h à 21h; lundi de 9h à 19h;

Séances spéciales en plein air sur écran géant, au Théâtre de Verdure, le samedi soir vers 22h et dimanche soir vers 24h.

#### **AU "CHAPITEAU SCIENTIFIQUE"**

#### **UN NOUVEAU SPECTACLE:** "LES GRANDES INVENTIONS"

Un départ toutes les sept minutes pour un voyage son et lumière de trois quarts d'heure : "Quelques inventions techniques qui, entre le XVème et le XIXème siècle, eurent des conséquences importantes dans la construction des sociétés modernes d'Europe occidentale".

#### **DES EXPOSITIONS**

Nouvelle exposition:

- "Naissance de l'imprimerie"

- "Science du chaos ou chaos dans les sciences?"

- "Parlez-vous gaulois? Ou pourquoi le français n'est pas du gaulois"

#### DES DÉBATS

#### SAMEDI

16h30 : Michel ROUZÉ, écrivain scientifique: "L'exploitation de la misère des gens par les professionnels de l'irrationnel'

18h30: Claude GAZIN, chercheur en biologie au C.N.R.S.: "100 ans de découvertes en génétique et leurs applications".

#### **DIMANCHE**

12h30 : Pierre BODU, archéologue: Démonstration de taille de silex avec utilisation des outils

16h : Alain CUNIOT, président de l'association "Science et illusion", auteur de "Incroyable...

mais faux", parlera des fausses sciences 18h: Jean-Paul DEMOULE,

archéologue, chercheur au au Moyen-Orient et, plus tardivement, en Europe 20h : James RITTER, pro-

fesseur d'histoire des Sciences à l'Université de Paris-St-Denis : "Histoire des conceptions de l'Univers, de l'Antiquité à nos jours".

#### LUNDI

13 h 30 : Jacques LASKAR, astronome au Bureau des longitudes: "La lune, stabilisateur climatique de la terre".

: Christiane SABOU-RAUD, chercheur au C.N.R.S. "Comment on a établi la réalité de la dérive des continents".

UN PLANÉTARIUM... DES PROJECTIONS-VIDÉO EN PERMANENCE... UNE LIBRAIRIE SCIENTIFIQUE... UNE CAFÉTÉRIA...

#### **DEBATS AU FORUM** CINEMA

Les projections à "l'espace vidéo"

La vraie vie (dans les bureaux) de Jean Louis COMOLLI,

Visages du mouvement ouvrier de Bernard BESSAT, 17

octobre 1961, une journée portée disparue de Philippe

BROOKS, Le dos au mur de Jean Pierre THORN, des

vidéos sur l'Europe, la Palestine, l'Espagne 1936, l'Afrique

Dimanche à 17 h 30 : Gérard MORDILLAT, réalisateur, à l'issue de la projection de son film "Vive la

Dimanche à 19 h : Jean-Louis COMOLLI réalisa-

teur, à l'issue de la projection de "La vrai vie (dans les bureaux)", tourné à la Sécurité sociale (Cramif). D'autres invités nous ont promis leur participation : Jean-Pierre THORN (réalisateur du "Dos au mur", sur les difficultés du cinéma indépendant. Les représentants de l'association "Les pieds dans le P.A.F.", sur les reality-shows à la télévision.

Le programme complet des deux cinémas (de 200 places

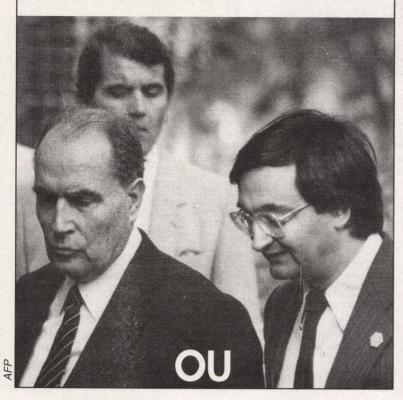
chacun) et de l'Espace Vidéo, avec les horaires des films et

des débats sera à votre disposition à la fête, dans le dépliant

(Les horaires seront précisés sur place)

#### Leur société

#### ATTALI



## LES MALHEURS D'UN ANCIEN CONSEILLER PRÉSIDENTIEL

Jacques Attali n'a pas de chance. Malgré — ou faudrait-il dire, à cause de — son salaire de plus d'un million par an ; des nombreux avantages de fonction liés à sa fonction de président de la BERD, banque internationale située à Londres ; des copieux droits littéraires en tant qu'auteur ayant quelque succès ; et de son passé récent de conseiller de Mitterrand.

Il y a quelques semaines, c'est la presse britannique qui, à la veille d'un conseil d'administration qui aurait pu décider de remplacer Attali, révélait des choses particulièrement "shocking". La BERD avait deux fois moins débloqué de fonds pour l'"aide aux pays de l'Est" — qui est censée constituer la raison sociale de cette banque que pour des frais somptuaires de réception, de déplacements en jet privé de son président ou pour faire refaire en marbre (cela aurait coûté la bagatelle de 6 millions de francs) le hall de la banque.

Mais comme cela émanait d'une presse anglaise, forcément jalouse du succès d'un banquier français dans le saint des saints de la finance, la City londonienne, ces viles accusations laissèrent Attali de marbre.

Mais ne voilà-t-il pas que cela recommence ces jours-ci, cette fois dans la presse française?

Certes, quand *Le Point* accuse Attali de s'être fait offrir pour cinq millions un appartement de fonction à Paris, on peut y voir la malveillance d'un hebdomadaire de droite, propriété de Suard, patron d'Alcatel et par ailleurs RPR, et animé d'un souci de vengeance à l'encontre de qui fut un conseiller de Mitterrand. Il n'empêche que la direction de la BERD a beau démentir, le ministère français des Affaires étrangères reconnaît avoir débloqué en 1991 une somme équivalente... à l'usage de la BERD.

De là à conclure que le président de ladite BERD en aurait profité, ce serait plagier et peut-être pécher par là où Attali se trouve épinglé cette fois par la presse, dans le domaine du piratage littéraire.

En effet, ces jours-ci est sorti un livre — on n'ose dire "de lui" car c'est ce qui semble faire problème — intitulé Verbatim, ce qui signifie "textuel", en latin s'il vous plaît, et dans lequel il reprendrait pieusement le sel de ses entretiens quotidiens à l'Elysée avec Mitterrand. Ce pourrait être ennuyeux comme la pluie (londonienne?) qui l'a visiblement inspiré, s'il n'avait apparemment oublié d'indiquer qu'il s'était aussi inspiré d'entretiens entre le président et le prix Nobel Elie Wiesel, lequel s'apprêtait... à les publier chez un autre éditeur, qui évidemment n'a guère apprécié.

On pourrait suggérer à Attali un prochain livre sur les dictons, leur emploi, leur origine : sur "on ne prête qu'aux riches" ou "il pleut toujours où c'est mouillé". Nul doute qu'il aurait bien des choses à dire. Et même si d'autres l'ont fait avant lui, cela ne devrait pas trop le gêner : dans sa banque, ce ne sont pas les photocopieuses qui manquent.

## Les ambitions de Lalonde



## UNE FLEUR DANS UN VASE SUR UN COIN DE BUREAU MINISTÉRIEL

Alors que les membres de Génération Ecologie, lors de leur conseil national de la mimai, faisaient état de leurs angoisses existentielles — fautil être de droite, de gauche ou de nulle part... pour exister, c'està-dire pour être en place, et en bonne place, dans le monde politicien — leur leader Brice Lalonde a fait un aveu déchirant au Figaro. "J'ai fait des bêtises, a-t-il déclaré, c'est vrai".

Cette autocritique sonne surtout comme une offre de services à la droite au gouvernement : entre des petites phrases comme "certaines mesures (de Balladur) sont celles que nous avons prônées", ou sur "un gouvernement qui est ouvert au dialogue", sans oublier le fait que Lalonde a "beaucoup

apprécié la courtoisie et la modération d'Edouard Balladur", on le constate, le leader écologiste ne ménage ni la brosse à reluire, ni le cirage. Et s'il reconnaît bien avoir un faible pour "la personne" de Rocard—ce qui lui a valu un fauteuil ministériel du temps de la "gauche"—Lalonde n'oublie pas de rappeler que, du temps déjà de la première cohabitation, il avait déjà accepté des missions d'un ministre de Chirac.

Cela tombe bien, Balladur vient justement de lui confier une autre mission sur le GATT dont personne ne sait à quoi elle rime, si ce n'est d'avoir l'avantage de rassurer ceux qui, dans le marigot écolo-politicien, piafferaient d'impatience après leur cuisante défaite de mars dernier.

S'adressant à ces derniers, Lalonde feint de découvrir une autre "bêtise" qui aurait pesé lourd dans cette défaite : le fait d'avoir "commis l'erreur de trop mêler les Verts et Génération Ecologie". Une invitation à faire le tri, donc, entre le panache d'un Lalonde qui vient de remporter un hochet — et en laisse espérer de plus conséquents — et la moumoute en déroute de Waechter.

Nous nous garderons bien du moindre pronostic sur les chances qu'un Lalonde a de voir, un jour, se réaliser ses espérances. A vrai dire, lui mis à part, cela ne doit pas passionner grand monde. Mais, à défaut d'avoir un avenir garanti, ce monsieur a déjà un passé et, bien plus important dans ce petit monde politicien, un présent...

P.L.

#### DES MÉTHODES DE SAUVAGES

SKF, mais aussi IVECO, filiale de Fiat, Bull, un patron bien français celui-là, inaugurent les licenciements revolver. Maintenant on jette de vieux travailleurs à la rue, souvent avec des dizaines d'années d'ancienneté, sans même leur laisser le temps de se laver les mains ni de dire au revoir aux copains de l'atelier.

Au rythme de 50 licenciements à l'heure, les patrons n'y mettent même plus les formes. Des cadres, des membres de la maîtrise

#### CALVET REDOUTE L'EXPLOSION SOCIALE

Calvet, un des grands licencieurs en chef, s'inquiète dans la presse. Les vagues de licenciements pourraient bien entraîner une explosion de colère des travailleurs. Il n'a pas l'intention de moins licencier pour autant. Au contraire, profits obligent. Mais il voudrait que les pouvoirs publics continuent à éponger le coût social des licenciements. Il a allumé la mèche, si demain la bombe lui pète à la figure, celle-là, il ne l'aura pas volée.

qu'ils côtoyaient tous les jours ont préparé dans leur dos, dans le plus grand secret, la liste des licenciables. C'est tellement scandaleux que les ministres Giraud et

Pasqua ont fait mine de s'émouvoir. Ils n'ont peutêtre pas tort de s'inquiéter. Les patrons se préparent de sacrés retours de bâton.

## ESPAGNE LES ENJEUX POLITICIENS DU CIRQUE ELECTORAL

Avant même d'avoir commencé, la campagne électorale qui s'est ouverte en Espagne s'était enlisée dans le marasme des règlements de comptes politiciens. Ce sont d'ailleurs, rappelons-le, les scandales concernant le financement du PSOE (le Parti Socialiste d'outre-Pyrénées) ainsi que d'autres "affaires" finalement peu originales dans la classe politique, qui avaient incité Felipe Gonzalez à en appeler avant l'heure au verdict des urnes en procédant à des élections générales anticipées.

De débat télévisé en meetings et manifestations diverses, on voit donc le chef de file de la droite en la personne du fringant quadragénaire José-Maria Aznar, leader de l'Alliance Populaire, ne pas rater une occasion de s'en prendre aux moeurs corrompues du PSOE dont le crédit s'est usé au cours de ses dix années de pouvoir sans partage. Mais il faut bien dire que le même Aznar, dans son rôle de moraliste, n'apparaît pas forcément crédible aux yeux de tous ceux qui savent fort



Photo de mode du leader de l'Alliance Populaire

bien que, sur ce terrain, les arrivistes et les affairistes du PSOE font encore figure de nouveaux riches, crapuleux certes, mais bien maladroits, quand on les compare aux politiciens de la droite espagnole, même "nouveau genre".

En tout cas les sondages prévoient un duel serré, et insistent par ailleurs sur le fait que près de 10 % des électeurs n'auraient pas encore fait leur choix. C'est sans doute que "le changement dans la continuité" préconisé par le PSOE n'apparaît pas à beaucoup très différent du "renouveau tranquille" défendu par la droite. Quant au chantage dont Felipe Gonzalez avait usé et abusé en 1982 : "C'est moi ou le retour de la dictature", il apparaît aujourd'hui bien dépassé, tout comme apparaît peu crédible l'argument qu'avec la droite il y aura moins de chômage et plus de moralité.

En Espagne comme en France, les capitalistes veulent plus d'argent frais, plus de profits, la liberté de licencier, des économies sur toutes les dépenses sociales. Et les dirigeants de demain, quelle que soit leur étiquette politique, seront invités à faire preuve d'efficacité sur ce terrain au détriment des intérêts des travailleurs pour lesquels ces élections ont toutes les chances de ne rien changer.

un enjeu pour les différentes composantes du monde politique espagnol.

Il apparaît en effet peu vraisemblable que l'une ou l'autre des deux principales formations — le PSOE et l'Alliance Populaire — soit en situation de constituer, seule, une majorité. Et dans la mesure où le PSOE repousse les offres de services de divers courants communistes, c'est bien sûr les partis centristes et nationalistes (catalans, andalous, basques) qui vont se retrouver en position de jouer les arbitres, sollicités qu'ils seront tantôt par l'Alliance Populaire, tantôt par le PSOE qui peut sans doute espérer avoir sur ce terrain une petite longueur d'avance. Une situation qui rappelle par certains aspects la situation de la Quatrième République en France et qui pourrait faire rentrer la vie politique espagnole dans une période plus instable que celle des dix dernières années.

H.M.

## Turquie

## DEMIREL PAPA, PARRAIN... ET PRÉSIDENT

Le Premier ministre turc Demirel a trouvé un poste un peu plus sûr depuis que, le 15 mai, le Parlement l'a élu président de la République en remplacement de Turgut Ozal, mort le 17 avril dernier d'une crise cardiaque.

Demirel a bénéficié pour cela des 180 voix de son propre parti, le Parti de la Juste Voie (DYP), parti de la droite libérale, auxquelles se sont ajoutées les 42 voix du SHP, le parti social-démocrate d'Inönü, et aussi les 13 voix du parti d'extrême-droite de l'ancien colonel Türkes, qui soutient l'actuelle coalition gouvernementale entre le DYP et le SHP.

La presse turque appelle Demirel "baba", ce qui veut dire "papa" et peut évoquer la physionomie en rondeur de ce vieux routier de la politique, mais qui peut également signifier un "parrain", de la mafia par exemple. Une des premières "personnalités" à avoir apporté son soutien à Demirel, dès le premier 9 tour de scrutin, a d'ailleurs été un certain "Inci baba", parrain notoire de la mafia turque. On a pu voir à la *Une* des journaux une photo des deux "baba" se donnant l'accolade, sans gêne apparente de Demirel.

Demirel a pu ces dernières années dire bien du mal de la présidence de la République tant qu'elle était occupée par son rival Ozal, déclarant à juste titre que les pouvoirs conférés au président en faisaient presque une dictature. Mais,



grande girouette politique, Demirel dispose aussi d'une réponse à toute épreuve, qu'il délivre à tout journaliste cherchant à le mettre en contradiction : "Hier c'était hier, aujourd'hui c'est aujourd'hui". On peut s'attendre à ce que, parvenu à la place d'Ozal, il ait à faire grand usage de cette réplique... sans réplique.

Demirel, avant de remporter les élections anticipées d'octobre 1991 et des augmentations de salaire assez

de devenir Premier ministre, n'avait pas lésiné sur les promesses, en demandant un délai de 500 jours pour les réaliser. Ce délai s'est achevé à la mi-avril et le bilan est extra, on peut le dire, du moins pour le patronat, les parasites de toute sorte et l'entourage de Demirel; mais il est catastrophique pour les travailleurs et les petites gens.

Les travailleurs, qui avaient imposé

importantes et ainsi rattrapé une partie du pouvoir d'achat perdu à la suite du coup d'Etat de 1980, ont vu celui-ci de nouveau grignoté par l'inflation qui, malgré les promesses de Demirel, se maintient toujours à 70% l'an. Pendant les "500 jours", le nombre de licenciés des entreprises atteindrait le demi-million. Les patrons licencient souvent des travailleurs syndiqués et ayant de l'ancienneté, qui peuvent toucher des salaires de 3 à 4 millions de livres (un peu plus de 2 000 F) pour embaucher des nouveaux au salaire minimum de 907 000 livres, soit à peine 500 F.

Et puis au lieu de la "démocratie", de la "justice", des commissariats qui devaient devenir "des maisons de verre" et autres promesses de Demirel, la police et l'armée continuent à faire ce qu'elles veulent. Avec les opérations au Kurdistan, 1992 a été une année record pour les tués dans des actions de répression: 2 675 selon les chiffres officiels, contre 929 en 1992 et 710 en

Alors les "500 jours" de Demirel se terminent bien pour lui puisqu'il accède au premier poste de l'Etat; bien aussi pour la bourgeoisie et même sans doute, à en croire les accolades qu'elle réserve à Demirel, pour la mafia. Mais c'est bien les seuls.

## Dans le monde

Les élections au Cambodge

Sous l'égide de l'ONU, de ses Casques bleus et de ses observateurs internationaux, des élections ont été organisées au Cambodge. Plus de 4,7 millions de Cambodgiens se sont inscrits sur les listes électorales et ont été invités à voter, entre le 23 et le 28 mai, pour l'un des vingt partis qui se présentent.

En fait, la partie se dispute entre le PPC (Parti du Peuple Cambodgien) parti du régime en place, installé par les troupes vietnamiennes quand elles ont dû quitter le pays, et la formation dirigée par le fils du prince Norodom Sihanouk.

La presse occidentale se félicite de ces élections, les premières depuis plus de vingt ans, et voit en leur réussite, comme l'exprime le journaliste du Monde, "un test de la capacité de la communauté internationale à redonner une vie publique normale à un pays entré dans une guerre ouverte en 1970". Elle s'inquiète du boycott organisé par les Khmers Rouges, boycott qui risque d'empêcher ces élections de déboucher sur le résultat escompté : mettre à la tête du

pays un gouvernement qui soit considéré comme légitime sur le plan national comme sur le plan international.

La campagne électorale...

Les Khmers Rouges ont en effet décidé de boycotter les élections parce que, estiment-ils, une part trop belle a été faite à leurs adversaires politiques dans les pourparlers les précédant.

Le nom des Khmers

Rouges reste lié au régime barbare qu'ils ont mis en place de 1975 à 1979 et qui, en trois ans, a provoqué la mort d'au moins un million de Cambodgiens, dépeuplé les villes et détruit l'économie. Seulement, ceux qui maintenant les rendent d'avance coupables du capotage du "processus de paix" et de l'installation d'un "régime démocratique" ont quand même tous les culots.

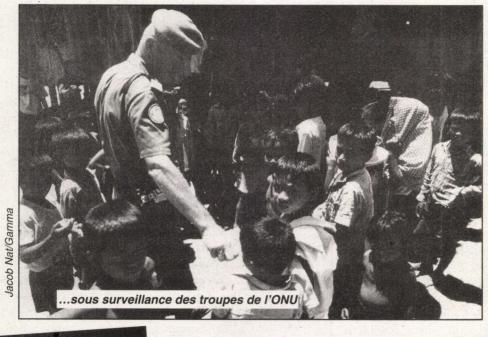
Car si le Cambodge n'a jamais connu de régime démocratique, à qui la faute, sinon aux grandes puissances: à la France qui a colonisé l'Indochine (le Cambodge est devenu protectorat français en 1863) jusqu'en 1954, aux Etats-Unis qui lui ont succédé pour faire la guerre au Vietnam, tentant de faire du Cambodge une de leurs bases arrière avant de retirer leurs troupes; aux régimes pourris liés aux Etats-Unis qui se sont succédé de 1970 à 1975; aux troupes vietna-

miennes qui ont eu la mainmise sur le pays entre 1979 et 1989!

Et si aujourd'hui encore, les Khmers Rouges semblent assez puissants pour se faire craindre, on peut au moins se demander si c'est seulement parce qu'ils disposent de bandes armées dans les régions qu'ils contrôlent, qu'ils n'hésitent pas à recourir aux méthodes de terreur, qu'ils jouent sur les sentiments antivietnamiens de la population. Car pour une partie de la population, la plus pauvre, celle des campagnes en particulier, qui assiste à l'enrichissement rapide de la bourgeoisie urbaine, qui subit la corruption omniprésente, l'inflation, le banditisme de grand chemin, soutenir ou simplement accepter les Khmers Rouges peut être une façon de montrer son dégoût du régime en place.

Et à cela, les élections ne changeront rien.

S.F.



Ukraine

## LE NUCLÉAIRE MAL EN POINT

lé gravement un autre. Les experts se de quelque 120 km2. sont empressés d'affirmer que c'était "sans gravité" (sic) et qu'il n'y avait aucune fuite radioactive à craindre, l'incendie, qui a été maîtrisé, s'étant produit à deux cents mètres de l'un des réacteurs.

Même si le plus grave accident nucléaire, celui de Tchernobyl, s'est aussi produit en Ukraine, il n'y a évidemment pas que dans ce pays que des accidents plus ou moins graves surviennent dans des centrales nucléaires. Mais il est sûr que l'état de délabrement où se trouve l'ex-URSS - et à cet égard l'Ukraine est encore plus mal lotie que la Russie, ce qui n'est pas peu dire – fait

Vendredi 21 mai, une explosion peser des risques supplémentaires. dans un bloc électrique de la centrale D'ailleurs ces derniers mois, il y a eu nucléaire de Zaporojie, en Ukraine, a divers incidents dont celui de Tomsk en causé la mort d'un ouvrier et en a brû-Sibérie qui a abouti à la contamination

Il faut dire qu'un certain nombre d'ingénieurs atomistes se sont empressés d'aller chercher meilleures situations à l'Ouest dès qu'ils l'ont pu, mais aussi que le coût de l'entretien des centrales est lourd à supporter pour des économies qui sont littéralement pillées par tous ceux qui sont en position de le faire, au mépris le plus complet de l'intérêt général. Les travaux de sécurité et d'entretien sont si peu prioritaires que l'état des centrales se dégrade : l'accident serait survenu au cours de réparations sur le réseau électrique défectueux.

Et puis il n'est pas question de fer-

mer les centrales : le Parlement ukrainien a bien voté, en 1990, la fermeture de la centrale de Tchernobyl, mais comme prévu : non seulement les deux blocs qui n'ont pas été endommagés sont toujours en fonction mais d'aucuns prétendent qu'ils peuvent le rester jusqu'en l'an 2000.

Enfin, pour tenter de remplacer Tchernobyl, les dirigeants ukrainiens s'évertuent à mettre en route de nouvelles tranches à Zaporojie, déjà l'une des plus grandes centrales d'Europe, pour tenter d'assurer une indépendance énergétique à l'Ukraine, qui, à la différence de la Russie, est dépourvue de pétrole. C'est contre des dollars, plutôt rares, que la Russie lui vend maintenant son pétrole, lequel est

ensuite détourné vers le marché mondial malgré la pénurie qui règne sur place! Le vice-ministre de l'Énergie les commentateurs s'accordent à dire ukrainien a d'ailleurs été emprisonné qu'elle ne sera pas fermée cette année récemment pour s'être livré à des trafics du même genre.

> Alors si en Occident c'est la course aux profits qui met en danger la sécurité des populations, dans l'ex-URSS la fuite en avant vers le morcellement d'une économie auparavant intégrée, pour que chaque potentat puisse piller les richesses locales sans contrôle, accroît encore des risques dus à la gestion irresponsable de la bureaucratie.

> Quant aux populations, elles sont à l'Est et à l'Ouest les otages de ces criminels irresponsables qui nous gouvernent.

> > **Dominique CHABLIS**

## Dans les entreprises

## ELM Leblanc (Drancy - 93)

## NON AUX LICENCIEMENTS

ELM Leblanc est une entreprise qui, en vendant des chauffe-eau et autres chaudières, a fait 300 millions de bénéfices en six ans, dont 93 millions pour la seule année 1992. Mais c'est une entreprise "en crise" disent ses patrons! Ils viennent donc d'annoncer 150 licenciements aux 1287 salariés (dont 550 ouvriers) de l'usine de Drancy.

Voilà des mois que la direction peaufine, à nos dépens, son projet de "restructuration". L'an dernier, en novembre, elle annonçait que les "CDD" (contrats à durée déterminée) de 35 ouvriers ne seraient pas renouvelés, sous prétexte de baisse des ventes des chaudières. Début janvier 1993, elle décidait une réduction des horaires de travail sans compensation de salaire. Dans l'usine, les horaires, imposés par un patron prenant ses aises avec la loi, variaient selon les besoins des secteurs. Ainsi, par exemple, nous faisions 39 h 30 hebdomadaires sur les chaînes de montage, 40 h 30 à la peinture et au cintrage, 41 h 30 au brasage. Le retour au 39 heures se traduisait donc par des coupes sombres dans nos paies déjà pas épaisses.

Dans le même temps, le PDG menaçait de prendre d'autres mesures si les ventes ne s'amélioraient pas. Début février, c'était l'annonce du chômage partiel tous les vendredis à partir du mois de mars, imposant de faire 35 heures en



quatre jours. Fin avril, nous étions 57 de moins à l'usine. Des départs en retraite et des démissions, plus ou moins spontanées, étaient venus s'ajouter aux CDD non renouvelés. La direction fermait également l'usine la semaine de Pâques, pour sept jours de chômage partiel, en plus des vendredis. En mai aussi, nous avons subi une semaine de chômage. Et c'est à la veille de cette semaine-là, le jeudi 13 mai, que la direction, au cours d'un CE extraordinaire, a exposé son nouveau projet de 150 suppressions d'emplois d'ici la fin

Lundi 24 mai, après dix jours de fermeture de l'usine, nous nous sommes donc retrouvés face à ce plan de la direction. Celle-ci espère sans doute réussir à l'appliquer sans bruit... sans trop y croire cependant. Elle prend en effet des précautions qui montrent qu'elle craint notre colère, comme par

exemple celle d'annoncer, seulement à la veille de la fermeture de l'usine pour une semaine, ce qu'elle appelle sans honte son "plan social" de 150 licenciements.

Le patron d'ELM, un certain Baudrillart qui, lui, n'a aucune chance de se retrouver à l'ANPE, pense certainement que ceux qui seront épargnés cette fois-ci (car d'ores et déjà d'autres plans de licenciements menacent de suivre celui-ci) laisseront les copains être licenciés sans réagir, dans l'indifférence ou la résignation.

Mais nous n'avons rien à perdre et tout à gagner à refuser, tous ensemble, les plans d'ELM, si nous voulons défendre notre emploi, nos salaires et nos conditions de vie.

De cela, par leurs agissements, les patrons d'ELM sont en train de convaincre tous les travailleurs de l'usine.

**Correspondant LO** 

## Nos lecteurs nous écrivent



#### **Banques**

#### RETRAITES, PEAU DE CHAGRIN

"Chers camarades,

Je viens vous entretenir du problème des retraites dans les banques. La retraite du personnel bancaire est indexée sur la valeur du point de salaire dans les banques. Or, arguant du fameux "GTV" (Glissement, Vieillissement). Technicité, l'Association Française des Banques (AFB) accorde depuis quelques années un relèvement de la valeur du point bancaire bien inférieur à l'évolution du coût de la vie. Ainsi, progressivement, le pouvoir d'achat des retraites se réduit : 12% sur 10 ans.

Mais cette fois, l'attaque est plus directe. Prétextant une future adhésion des caisses bancaires aux systèmes généraux ARCCO et ARGIC, le président de la caisse de retraite du CCF (qui n'est autre que le directeur des Relations humaines) a annoncé, lors de l'assemblée générale de l'Amicale des retraités du Crédit Commercial de France, que les retraités devaient accepter une baisse en valeur absolue de 5 à 12% du montant de leur retraite. Après avoir rendu hommage au caractère responsable des partenaires sociaux (entendez les syndicats), ce personnage a opposé

les intérêts des actifs à ceux des retraités.

Le président de l'Amicale restait silencieux, alors un camarade est vivement intervenu, mettant en cause la politique des banques : informatisation débridée et restriction maximum de personnel, le résultat en est un mauvais service à la clientèle, service maintenant payant, et bien sûr un manque de rentrées de cotisations.

Sous les applaudissements de la majorité des présents, il a appelé à la préparation de l'occupation par les retraités du siège de l'AFB et (ou) des sièges des grandes banques. Plusieurs autres intervenants ont souligné à leur tour la responsabilité des banquiers et la nécessité pour les retraités de réagir. Le président de la caisse de retraite a rétorqué que les mesures de modernisation prises par la banque étaient nécessaires à sa survie en raison des modifications de son environnement. Donc, messieurs les retraités, faites l'effort demandé si vous voulez continuer à percevoir votre retraite.

Voilà le cynisme de ces messieurs, car en 1992, le CCF a accru ses profits" (...)

L. Q. (94 - Arcueil)

#### **LUTTE OUVRIERE**

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire  – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada	420 F	210 F	100 F
(soit zone 2)	450 F	230 F	140 F
			(comme voie aérienne
<ul> <li>Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)</li> <li>Océanie (soit zone 4)</li> </ul>	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F
Autres pays, voie aérienne  – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada			
(soit zone 2)  - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	480 F	250 F	140 F
Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

D. Q. (94 Pireden)
BULLETIN D'ABONNEMENT
NOM: PRENOM: ADRESSE:
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :

## Clara Zetkin, féministe sans frontières Gilbert

Le titre de l'ouvrage que Gilbert Badia a consacré à la militante et dirigeante du mouvement ouvrier que fut Clara Zetkin, est une concession à l'air féministe du temps. La biographie est plus fidèle à la militante commu-

niste que son titre ne le laisserait supposer.

"Sans frontières", certes, Clara Zetkin le fut, en ce sens qu'elle fut internationaliste et participa à la Deuxième Internationale, puis à la Troisième Internationale. Mais "fémi-

de Daniel

Zimmermann

niste" n'est pas le terme exact. S'il est vrai qu'elle consacra la plus grande partie de son énergie à l'organisation des femmes de la classe ouvrière allemande, à une époque où celles-ci étaient privées de tout droit politique, elle combattit le féminisme bourgeois et ne sépara jamais le combat pour l'émancipation des femmes de celui de l'émancipation de la classe ouvrière dans son ensemble. Les pages que consacre Gilbert Badia et les textes qu'il cite de Clara Zetkin sur le sujet sont d'ailleurs parmi les plus intéressants de l'ouvra-

Amie de Rosa Luxemburg, elle rejoignit en mars 1919 le Parti Communiste Allemand quelques mois après sa création et l'assassinat de ses deux fondateurs Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Elle milita ensuite à l'échelle internationale, en Allemagne et en URSS, du temps de Lénine puis sous Staline. Mais là Gilbert Badia, en présentant Clara Zetkin comme "opposante" à Staline, embellit la réalité.

Liée à Boukharine et au courant droitier du Parti Bolchevique, elle laissa Staline éliminer l'Opposition de gauche sans broncher. Pis, Staline utilisa ses fréquents séjours en URSS et sa notoriété dans le mouvement ouvrier mondial comme fairevaloir de sa propre politique.

Il est regrettable que la biographie, au demeurant assez riche, de Gilbert Badia ne soit pas plus claire sur ce problème.

#### Cécile BERNIER

Clara Zetkin, féministe sans frontières de Gilbert Badia. Editions Ouvrières. 125 F.

## Saïd et Pilule

Saïd et Jean (dit Pilule) sont deux amis inséparables, au travail comme dans l'équipe de football de Savigny-sur-Orge dans la banlieue parisienne, deux amis que les préjugés racistes et nationalistes vont séparer pendant la guerre d'Algérie. Ce roman décrit la vie de la

jeunesse ouvrière de l'année 1956, entre travail et sorties, avec les bals du samedi soir, les activités des Jeunesses Communistes, mais aussi les événements qui viennent marquer cette année-là : en milieu français, les manifestations des rappelés qui refusent de partir pour l'Algérie, et parmi les émigrés algériens, la lutte entre les factions rivales du nationalisme algérien. Le roman se poursuit en Algérie, où Saïd et Pilule se retrouvent à combattre dans les camps opposés.

Les actions de l'armée française, y compris les tortures perpétrées par elle, sont décrites sans fard. L'auteur sait

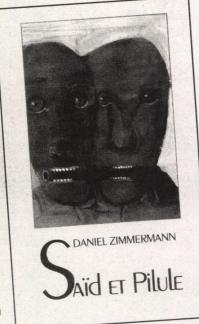
aussi montrer ce que représente le Front de Libération Nationale algérien, le FLN, pour des jeunes comme Saïd - le combat pour la dignité, pour la liberté - sans faire preuve de complaisance à son égard. Et l'on constate aussi l'absence politique du Parti Communiste Français...

Bref, beaucoup de faits sont évoqués dans ce très court roman aux personnages attachants: Janine, la sœur de Jean, amoureuse de Saïd et défendant le droit du peuple algérien à l'indépendance ; le père

de Jean, ancien gaulliste, un tantinet raciste, qui ne supporte pas la liaison de sa fille avec un Arabe ; des militants de base du PC qui militent pour "la paix en Algérie"; un prêtre sous les drapeaux qui refuse de tuer un prisonnier algérien et est condamné à deux ans de prison; la famille de Saïd décimée par l'armée française parce qu'elle est engagée dans le combat pour la libération de l'Algérie.

Ce livre est publié dans une édition pour la jeunesse (à partir de 12 ans) mais il se laisse lire avec intérêt par les plus vieux. Les romans traitant de la guerre d'Algérie ne sont pas si nombreux et, au travers de l'histoire de ces deux amis, c'est toute une période de l'histoire que l'on nous fait revivre.

C. O. Saïd et Pilule de Daniel Zimmermann. Editions La Farandole Messidor — 190 pages. 60 F.





## La main de l'homme

Dans son titre original

cette exposition nous montre,

d'un bout de la planète à

"Workers"

d'autres encore.

("Prolétaires"),

sans pour autant en tirer les bénéfices.

A notre fête, le samedi à 19 h, Sebastião Salgado présentera un montage audiovisuel d'une partie de ses photos exposées au Palais de Tokyo. juin 1993.

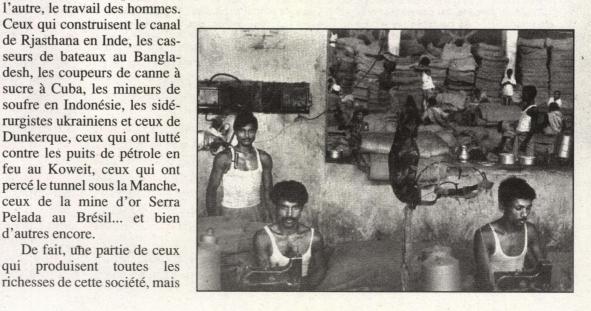
Tous ceux qui voudront lui poser des questions sur ses reportages pourront le faire ensuite.

- une exposition de

Sébastião Salgado

photos de

L'exposition a lieu au Palais de Tokyo, jusqu'au 28





## Bosnie

Les grandes puissances



d'accord...
sur
le dos
des
peuples

A Washington, le 22 mai, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Espagne et Russie se sont mis d'accord sur ce qu'il tagne, Espagne et Russie se sont mis d'accord sur ce qu'il convenait -pour eux- de faire en Bosnie; et pour commencer de convenait -pour eux- de faire en Bosnie; et pour commencer de convenait -pour eux- de faire en Bosnie; et pour comme ils s'y efforne pas faire, en se gardant bien d'intervenir comme ils s'y efforne pas faire, en se gardant bien d'intervenir comme ils s'y efforne ent depuis des mois. Ensuite, ils ont dit vouloir instaurer des "zones de sécurité" pour les populations serbes, musulmanes et croates, qui ne sont, dans les faits, que la reconnaissance du rapport de force militaire sur le terrain.

#### ENTERRÉ LE PLAN VANCE-OWEN

Eh oui, enterré le plan Vance-Owen qui transformait la Bosnie-Herzégovine en une mosaïque de cantons serbes, croates ou musulmans, "autonomes" mais appartenant à un Etat bosniaque "uni". Le seul à y tenir vraiment, c'était le chef des nationalistes musulmans de Bosnie, Izetbegovic, ce "président" d'une Bosnie dont les nationalistes serbes ou croates ne voulaient aucunement entendre parler.

Alors, pratiquement un an jour pour jour, après avoir admis à l'ONU cette Bosnie-là, les grandes puissances semblent défaire ce qu'elles avaient fait.

En fait, là est bien tout leur problème. Quand, il y a deux ans, les premières républiques- la Slovénie, puis la Croatie- cherchèrent à prendre du champ par rapport à un pays s'enfonçant dans la crise économique, certaines puissances impérialistes ayant des liens traditionnels et des intérêts concrets à protéger dans le nord de la Yougoslavie, poussèrent à la roue. Bon gré, mal gré, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France laissèrent l'Allemagne et l'Autriche, plus ou moins soutenues par l'Italie, pousser les feux

des indépendantistes slovènes et croates.

Seulement on ne retire pas impunément une pierre d'angle d'un édifice déjà ébranlé: une fois en route le processus de démembrement de la Yougoslavie entre cliques et clans nationalistes, ces puissances occidentales qui avaient joué à l'apprenti-sorcier, s'en mordirent les doigts. Intervenir? Mais comment, et au service de quelle solution politique?

Alors, comme les carabiniers à l'opéra, les politiciens occidentaux, surtout lorsqu'ils se trouvaient dans l'opposition, nous ont chanté sur tous les tons "Allons-y!" tout en marchant sur place. De même les Etats: la France, la Grande-Bretagne parlaient d'autant plus fort d'intervenir qu'elles savaient que les Etats-Unis s'y refusaient... pour les mêmes raisons qu'avaient Paris et Londres de ne pas y tenir!

Ce qui pourrait passer pour un petit jeu —s'il n'y avait le sort de millions d'habitants de l'ex-Yougoslavie pris entre les feux de nationalistes sur fonds de rivalités inter-impérialistes—a donc cessé, en tout cas provisoirement, avec ce "programme d'action commun" de Washington. Et s'il apparaît comme favorable aux armes serbes, c'est bien simplement parce

que sur le terrain c'est elles qui

D'une certaine façon, ce qui semblait être la "sympathie" des dirigeants occidentaux pour le gouvernement bosniaque résultait d'un malentendu. Ils n'avaient tout simplement pas prévu que ce nouvel État bosniaque qu'ils venaient de fabriquer en complément de la Slovénie et de la Croatie, ne serait pas accepté par une bonne partie de ses habitants et qu'il serait remis en cause par les bandes nationalistes.

#### LE CHOIX SERBE, FAUTE DE MIEUX

L'accord de Washington l'avoue à sa façon, quand il justifie son choix de s'en remettre aux armes serbes par la nécessité de préserver l'ordre dans la région. Et les diplomates occidentaux de préciser que cela concerne non seulement la Bosnie mais aussi deux régions de l'ex-Yougoslavie, le Kosovo - peuplé surtout d'Albanais - qui resterait sous administration serbe et la Macédoine — enclavée et disputée entre l'Albanie, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce — dont la Serbie "garantirait" l'indépendance, y compris probablement en tenant en main les minorités albanaise mais aussi serbe de Macédoine. C'est clair : l'Occident compte sur la Serbie pour maintenir le "calme"... et éventuellement le rame-

A Washington, les Etats-Unis et leurs alliés lui ont un peu plus ouvertement — cyniquement — reconnu le droit de faire la police en leur nom, ce qui implique évidemment de la laisser le faire aussi pour son compte, par exemple en occupant 70 % de la Bos-

nie ou en muselant le Kosovo.

Oh, bien sûr, l'accord de Washington parle toujours "d'obtenir le retrait des troupes des Serbes de Bosnie hors des territoires occupés par la force". dans les jours qui ont suivi sa signature — approuvée par les dirigeants serbes, et refusée par les Musulmans de Bosnie - on a aussi relancé l'idée d'un tribunal international devant juger les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie. Cela peut gommer un peu la désagréable impression produite sur les opinions occidentales par la mise à nu de la façon dont manœuvrent leurs Etats dans le sanglant bourbier yougoslave. Et puis, cela ne coûte pas cher car des criminels de guerre, il y en a eu dans tous les camps et il est probable qu'on n'est pas prêt de les juger : les officiers français qui sévirent en Algérie, ou leurs homologues américains au Vietnam ont sans doute un avis sur la question...

"Malheur aux vaincus!" reste apparemment toujours d'actualité. Les peuples — et au premier chef ceux qui sont opprimés — n'ont rien, mais absolument rien de bon à attendre des dirigeants du monde impérialiste. Même et surtout lorsque ces derniers invoquent la défense de grands principes humanitaires ou autres. Les droits des peuples, même quand ils ne les oppriment pas directement, ils s'assoient dessus.

Et dans ce domaine, les miracles sont plutôt rares, entre le peuple de Palestine auquel est refusé le droit à un Etat national depuis un demi-siècle et celui du Kurdistan qui attend toujours ce même droit que lui avait pourtant garanti la "communauté internationale"... au lendemain de la Première Guerre mondiale !

Pierre LAFFITTE